mutlog

mutlog garanties

L'homme au cœur du logement

Rapport de gestion

2015

MUTUALITÉ FRANÇAISE

Rapport de gestion
Exercice 2015

Assemblée générale
14 juin 2016

MUTLOG	MUTLOG Garanties
SIREN n° 325 942 969	SIREN n° 384 253 605
Branche 20 : décès perte totale et irréversible d'autonomie	Branches 1 - 2 : invalidité - incapacité Branche 16 : perte d'emploi indemnisée

Mutuelles soumises au livre II du code de la Mutualité
75, quai de la Seine
75940 Paris cedex 19
www.mutlog.fr

Sommaire

CONSEIL D'ADMINISTRATION 6
LETTRE DU PRÉSIDENT 10

1 - LA VIE DE VOS MUTUELLES 11
L'ASSEMBLEE GENERALE 11
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 11
COMITE D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES 14
COMITE FINANCIER 14
COMITE PRODUITS 15
COMITE DES REMUNERATIONS 15
COMMISSION REPORTING 15
COMITE STRATEGIQUE 15
ADMINISTRATEUR REFERENT SUR SOLVABILITE 2 15
LES RELATIONS AVEC LA FEDERATION 15

2 - ACTIVITE DE L'EXERCICE 18
PRODUCTION DE L'EXERCICE 2015 18
ENCOURS EN GESTION AU 31 DECEMBRE 2015 18

3 - RAPPORT MUTLOG 19
LES COMPTES SOCIAUX DE MUTLOG 21

4 - RAPPORT MUTLOG GARANTIES 27
LES COMPTES SOCIAUX DE MUTLOG GARANTIES 29

5 - RAPPORT DE COMBINAISON MUTLOG ET MUTLOG GARANTIES 35
MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 35
RESULTAT NET DE L'EXERCICE 35
COMPTE DE RESULTAT DE LA COMBINAISON 36
COMPTES COMBINES DE MUTLOG ET MUTLOG GARANTIES 37
INSTRUMENTS FINANCIERS 39
AFFECTATION DE RESULTAT 42
FONDS MUTUALISTES ET RESERVES 42
CONSEIL D'ADMINISTRATION 44
FILIALES ET PARTICIPATIONS 46
LES ETATS FINANCIERS 47
L'ANNEXE AUX COMPTES 52

LE PÉRIMÈTRE DE COMBINAISON 52

A - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE : 52

A.1. Les faits marquants des mutuelles : 52

A.2. Les faits marquant à travers le GIE de moyens : 52

B - REFERENTIEL COMPTABLE ET REGLEMENTAIRE : 53

B.1. Notes sur les règles et méthodes des mutuelles : 53

B.2. Notes sur les règles et méthodes du GIE de moyens : 54

C - INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN : 54

C.1. Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation : 54

C.2. Les autres placements : 56

C.2.1. Les valeurs amortissables : 56

C.2.2. Les valeurs non amortissables : 56

C.3. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques : . 59

C.3.1. Population de transfert en provenance de la FNMF : 59

C.3.2. Population d'origine des mutuelles : 59

C.4. Les créances : 60

D - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN : 61

D.1. Les fonds propres et réserves : 61

D.2. Les provisions techniques brutes : 62

D.3. Les provisions pour risques et charges : 65

D.4. Les dettes : 65

E - INFORMATIONS SUR LES ENGAGEMENTS : 66

F - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT 68

F.1. Les produits financiers nets des charges financières : 68

F.2. Ventilation des charges par nature : 68

F.3. Impot sur les bénéfices : 70

F.4. Comptes de résultats techniques du réassureur : 71

6 - EVOLUTION PREVISIBLE EN N+1 76

7 - INFORMATIONS SUR LES COMPTES DU GIE 77

8 - INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE LA SCI QUAI DE SEINE 82

9 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 85

Conseil d'administration

Membres des Conseils d'Administration MUTLOG et de MUTLOG Garanties

(au 31 décembre 2015)

Président d'honneur de MUTLOG : Willy Gitler, Jean FREBOURG
Présidents d'honneur de MUTLOG Garanties : Frédéric Berenguer, Yves POTIER

Administrateur honoraire de MUTLOG et de MUTLOG Garanties : Marcel CABALLERO

Bureau de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Président : Philippe BRUNET
Premier vice-président : Christian OYARBIDE
Deuxième vice-président : FNMF, représentée par Christophe OLLIVIER
Trésorier général : Martine VÉLY
Trésorier général adjoint : CGT-FO, représentée par M. Jean-Baptiste DOLCI
Secrétaire général : Yvon MANSION
Secrétaire général adjoint : ACMIL, représentée par Jacques LÉPRON

Conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Erwan AUDOUIT
Michel BONFILS
Rémy BRUNCK
Philippe BRUNET, président
Frédéric BROSSIER
Jean-Marc HARMAND
Elisabeth HAVIS
Thierry LE BOZEC
Yvon MANSION
Christian OYARBIDE
Christian SOL
Guy SUDRE
Martine VÉLY
François YENCE
ACMIL, représentée par Jacques LÉPRON
CFDT, représentée par Dominique BOILLOT
CFE-CGC (en attente de désignation)
CGT, représentée par Alain FACCINI
CFTC, représentée par Jean de MATHAN
CGT, représentée par M. Alain FACCINI
CGT-FO, représentée par Jean-Baptiste DOLCI
FNMF, représentée par Christophe OLLIVIER

Comité des rémunérations de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Philippe BRUNET, président
Christian OYARBIDE, 1er vice-président
Martine VÉLY, trésorier général

Comité d'audit et de gestion des risques de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Rémy BRUNCK
Marcel CABALLERO
Jacques LÉPRON, secrétaire général adjoint
Christian SOL
Guy SUDRE
François YENCE, président du comité d'audit et de gestion des risques

Comité financier de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Philippe BRUNET, président
Martine VÉLY, trésorier général
Yvon MANSION, secrétaire général
Christophe OLLIVIER, 2ème vice-président

Comité produits

Thierry LE BOZEC
Jean-Marc HARMAND
Jean-Baptiste DOLCI, trésorier général adjoint
Frédéric BROSSIER

Comité reporting

Philippe BRUNET, président
Martine VÉLY, trésorier général
Jean de Mathan

Comité du fonds d'entraide

Michel BONFILS
Jacques LÉPRON, secrétaire général adjoint
Christian SOL
Guy SUDRE
Martine VÉLY, trésorier général

Comité exécutif

Philippe BRUNET, président
M. Hubert DUMONT SAINT PRIEST, dirigeant opérationnel

Délégués

Section 1 - Région Grand Nord
Nord - Pas de Calais,
Picardie,
Champagne - Ardennes

Mme Priscilla BANEK
M. Hervé DECAUX
M. Thierry DELAVALLE
M. Alain DENIEL
M. Gauthier DESSOUTER
M. Thierry GARCIA
M. Pierre GONZALEZ
M. Luc MAUDOUIT
M. Yannick PERU
Mme Angélique RAYE
M. Bruno RAYE
M. Didier VAN NIEUWENHUYES

Section 2 - Région Grand Est / Ile de France
Ile de France,
Alsace Lorraine,
Franche Comté, Bourgogne, Centre

M. Michel BACHER
M. Jean-Yves CHATELAIN
M. Olivier CULOTTI
Mme Sarita DESBONNES
M. Jean-François FRANCISCI
Mme Myriam GALMES
M. Patrick IMBERT
Mme Marie-Laure LOUIS
Mme Suzanne MOREAU
M. Philippe POIDEVAIN

Section 3 - Région Grand Ouest
Haute Normandie, Basse Normandie,
Pays de Loire, Bretagne,
Poitou-Charentes, Limousin,
Aquitaine

M. Alain ABARNOU
Mme Brigitte ARNAL
M. Jean-Marie BOUCHET
Mme Danièle BRAIDA
M. Anthony DEROUET
M. Jean-Yves HINGRAY
M. Yves JOUBERT
M. Yves LEBRETON
M. Jean-Marie LESCOP
M. André PERON
Mme Natacha REBERAT
Mme Muriel TURPAULT

Section 4 - Région Sud-Est
Auvergne, Midi-Pyrénées,
Languedoc Roussillon,
Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Corse, Rhône-Alpes, DOM-TOM, Etranger

Mme Guylène AMAURY
Mme Christelle BAGLIONI
M. Philippe BECQUE
M. Serge BOUIJOUX
M. Thierry CHEVINEAU
Mme Marie CRESCI
M. Thierry DOIRET
M. Sébastien GAY
Mme Sandrine JOLLY
M. Laurent JOLLY
Mme Tassadite KENOUCHE
M. Jean-Jacques LENFANT
Mme Sylvie RESPAULT
Mme Annie THEVENET

Commissaires aux comptes titulaires :	*Commissaires aux comptes suppléants :*
Pour MUTLOG : Pascal PARANT du cabinet MAZARS 61 rue Henri Regnault - 92075 LA DÉFENSE Cedex Pascal GUILLOT du cabinet PRIMAUDIT 6 place Boulnois - 75017 PARIS	**Pour MUTLOG :** Cabinet GRANT THORNTON, représenté par Gilles HENGOAT, 100 rue de Courcelles - 75017 PARIS Cabinet Pierre-Henri SCACCHI et Associés, représenté par Serge GRUBER, 8 rue Pierre Brossolette - 92300 LEVALLOIS-PERRET
Pour MUTLOG Garanties : Pascal GUILLOT du cabinet PRIMAUDIT 6 place Boulnois - 75017 PARIS	**Pour MUTLOG Garanties :** Cabinet Pierre-Henri SCACCHI et Associés, représenté par Serge GRUBER, 8 rue Pierre Brossolette - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Expert comptable :

Dominique GAYNO - SEREC AUDIT - 21 rue Leriche - 75015 PARIS

Dirigeant opérationnel, Directeur général :
Hubert DUMONT SAINT PRIEST

Directeur technique et financier :
Jacques FRENEA

Directeur secrétariat général :
Luc de SEIGNEURENS

Directeur de la prévoyance :
Laurence LEBLANC

Directeur du développement :
Frédéric SURANYI

Lettre du Président

Ainsi que vous l'avez observé, les taux des crédits immobiliers pour le mois de décembre 2015 ont continué sur la tendance qui a prévalu pendant toute l'année 2015 et ont fini sur les plus bas de l'année.

La reprise des ventes s'est confirmée en 2015, même si on écarte tout risque d'emballement à court terme, la reprise devrait se poursuivre en 2016. Depuis le début de l'année 2015, le dynamisme de la production de crédits ne se dément pas et la reprise semble s'installer. La production de crédits a progressé de 39,3 % par rapport à 2014.

Le projet de réforme du prêt à taux zéro pour 2016 laisse augurer une évolution positive de la croissance de l'immobilier pour l'année à venir.
Sur le plan institutionnel, cette année 2015 a été fortement marqué par la mise en application de l'ordonnance no 2015-378 du 2 avril 2015 et du décret n° 2015-513 du 7 mai 2015, qui a induit des évolutions dans l'organisation et la gouvernance opérationnelle.

Aussi, les Conseils d'Administration de MUTLOG et MUTLOG Garanties ont désigné les deux dirigeants effectifs, les quatre fonctions clés et l'adoption des politiques écrites.

Sur le plan de notre activité, en 2015, c'est avec satisfaction que nous constatons que la production de contrats est nettement supérieure aux objectifs (+ 22%). Tous nos efforts sont tournés vers l'amélioration de notre production, ce qui reste notre principal objectif pour 2016. Aussi en 2015, le résultat est bénéficiaire.
En 2016, nous devrons maintenir nos efforts pour que ce mouvement d'amélioration de la production continue.

Nous avons continué à lancer des actions avec nos partenaires historiques et le courtage, mais aussi avec des nouveaux partenaires.
Nous sommes en contact avec les représentants d'ACTION LOGEMENT, partenaire historique de MUTLOG, qui devrait lancer un appel d'offres courant 2016.
Nous nous félicitons du renouvellement de notre partenariat avec le Crédit Coopératif pour 4 ans, en étendant notre couverture des prêts à personnes physiques à la couverture des prêts à personnes morales, qui devrait se concrétiser par une augmentation sensible de l'apport en prévoyance de cette institution.

Aussi, le partenariat initié avec la MATMUT a déjà apporté un volume de souscription très significatif et représente près de 30 % de notre production annuelle. Il revêt donc une dimension stratégique pour MUTLOG. La reconduction de cet accord a conduit les deux partenaires à envisager une forme juridique plus aboutie, avec des engagements pour les deux partenaires MUTLOG et MATMUT.

Les conseils d'administrations de MUTLOG et MUTLOG Garanties ont décidé de s'engager sur la voie d'une adhésion de MUTLOG et MUTLOG garanties dans la SGAM MATMUT

Par ailleurs, il faut aussi noter que l'ACMIL, MUTLOG et MUTLOG Garanties sont associés dans une réflexion stratégique sur les questions de société où la problématique logement occupe une place majeure afin de construire une réponse porteuse de véritables plus-values sociétales.

Le Président
Philippe Brunet

1 - La vie de vos mutuelles

L'assemblée générale

Les délégués de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont été convoqués en assemblée générale le 9 juin 2015.

Le conseil d'administration

En remplacement de M. Jean-Yves VIAU, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2017, statuant sur les comptes de 2016, les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont coopté M. Christian OYARBIDE comme administrateur.

En remplacement de M. Jean FREBOURG, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2021, statuant sur les comptes de 2020, les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont coopté Mme Elisabeth HAVIS comme administrateur.

Les assemblées générales du 9 juin 2015 ont renouvelé les mandats des administrateurs suivants, jusqu'à l'assemblée générale de 2021, statuant sur les comptes de l'exercice 2020 :

- CFDT, représenté par Mme Dominique BOILLOT
- M. Rémy BRUNCK
- Jean-Marc HARMAND
- M. Yvon MANSION
- M. Guy SUDRE
- Mme Martine VÉLY

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont élu Christian OYARBIDE à la 1ère vice-présidence, en remplacement de M. Jean FREBOURG et M. Jean Baptiste DOLCI comme trésorier général adjoint, en remplacement de M. Hervé CHIARONI.

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont nommé M. Jean FREBOURG, président d'Honneur.

Agissant en application de l'article L.211-12 du Code de la mutualité, les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont décidé de la mise en place, à compter du 1er janvier 2016, d'un système de gouvernance conforme aux nouvelles normes prudentielles applicables aux mutuelles, issues de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive européenne 2009/138/CE dite "Solvabilité II".

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont désigné :

- Monsieur Philippe BRUNET, Président du Conseil d'administration, en qualité de dirigeant effectif en application des articles L.211-13 et R.211-15 du Code de la mutualité ;
- Monsieur Hubert DUMONT SAINT PRIEST, directeur général de la mutuelle, en qualité de dirigeant effectif en vertu de ces mêmes articles, ainsi qu'en qualité de dirigeant opérationnel en application de l'article L.211-14 du Code de la mutualité ;
- M. Jacques FRENEA, en qualité de responsable de la fonction-clé gestion des risques ;
- Mme Laurence LEBLANC, en qualité de responsable de la fonction-clé vérification de la conformité ;
- M. Luc de SEIGNEURENS, en qualité de responsable de la fonction-clé audit interne ;
- M. Maxime GLEISE, en qualité de responsable de la fonction-clé actuariat.

Les conseils d'administration ont été réunis 7 fois. Le taux de présence des administrateurs aux réunions a été de 76,06 % (79,05 % en 2014 ; 76,03 % en 2013 ; 80,95 % en 2012 ; 67 % en 2011). Les bureaux de vos mutuelles se sont réunis 3 fois.

Les administrateurs ont adopté :

- le rapport de solvabilité
- l'état C6bis
- le rapport dit "narratif" sur la solvabilité et la situation financière
- le rapport ORSA
- le rapport actuariel
- les politiques écrites sur la gestion des risques
- le cadre de référence de la politique de placements 2016
- le rapport du contrôle interne
- un règlement intérieur et une charte de gouvernance

Ils ont désigné un correspondant TRACFIN suppléant, Luc de SEIGNEURENS en remplacement de Jacques DECKER.

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont adopté une charte de fonctionnement du comité stratégique.

Dans le cadre de l'adhésion à la SGAM MATMUT, les Conseils d'Administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont décidé de créer un comité de pilotage. Ce dernier est composé des membres du bureau, de François YENCE, initiateur de la convention de distribution et, dans la phase définitive, bénéficiera de l'appui des représentants des partenaires sociaux.

L'information des administrateurs a été poursuivie tout au long de l'année, à travers un nouveau bulletin de veille mensuel reprenant les informations concernant le logement et l'assurance emprunteur.

Ce bulletin de veille est décomposé en 4 grands items : un flash info, le journal Officiel et Union Européenne, le suivi de l'application des lois et une revue de presse (sur les thèmes du logement, du crédit et de l'assurance emprunteur, de solvabilité 2, ACPR, concurrence, Mutualité et Action Logement).

Ainsi ont-ils été aussi, notamment destinataires de :

- "Mission d'évaluation de la politique du Logement - présentation des conclusions finales 23 juin 2014" par le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable en collaboration avec l'IGAS et l'IGF - janvier 2015.
- "Livre blanc pour le Logement - une urgence républicaine au service de la croissance et de l'emploi" par le MEDEF - mars 2015
- "Qualité de vie, habitants, territoires" Rapport de l'Observatoire des territoires 2014, remis à Sylvia Pinel, ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité.

Les administrateurs ont été régulièrement informés des évolutions législatives et réglementaires intéressant les mutuelles. Des membres du bureau participent régulièrement aux conférences de l'ACPR et de MUTRE SA.

L'activité législative et réglementaire intéressant notre activité a été principalement marquée par :

- La Loi Hamon,

En effet, les emprunteurs peuvent depuis le 26 juillet 2014, dans le cadre d'un crédit immobilier, changer d'assurance sans frais lors de la première année de l'offre de prêt.

- Les offres doivent donc désormais indiquer précisément et en toute transparence le niveau d'équivalence de garanties et le TAEA (taux annuel effectif assurance). Le TAEA permet de comparer le taux effectif global du prêt avec et sans assurance. Le TAEA étant calculé sur la base du capital restant dû le montant de la prime devient donc dégressif (ce n'est pas le cas de la plupart des contrats bancaires actuels). L'emprunteur connaît ainsi le coût réel de son assurance et peut faire jouer la concurrence en toute transparence.

Par ailleurs d'autres dispositions sont survenues.

- Depuis le 1er mai 2015, les banques doivent justifier par écrit leur refus de changement d'assureur (également appelé délégation d'assurance). Le refus doit être motivé de manière explicite puisqu'à niveau de garanties équivalent, il n'est pas autorisé.
- Depuis le 1er octobre 2015, les assureurs (banques ou assurances) doivent remettre à leurs clients une fiche d'information avant la signature du contrat de prêt. Cette fiche mentionne les garanties minimales exigibles pour pouvoir transférer le contrat d'assurance emprunteur vers un autre organisme. Le choix des éléments permettant de comparer l'équivalence de garanties des contrats devant également être précisé clairement.

Chaque banque choisit 11 critères parmi les 18 critères (retenus par le CCSF) qui permettent d'accepter ou de refuser les délégations d'assurance. Dans ce cadre, le Conseil d'administration a adopté, à iso-cotisations jusqu'au 30 juin 2016, la modification du contrat Altus pour une garantie IT spécifique de 50 à 100 % et un âge limite de couverture de l'IT de 65 à 70 ans.

A ce jour, un quart des emprunteurs ont profité des dispositions de la Loi Hamon pour changer d'assurance-crédit.

La résiliation annuelle des contrats d'assurance emprunteur semblait sur la voie de la reconnaissance jurisprudentielle. La Cour de Cassation, à contre-courant de plusieurs cours d'appel, a décidé de l'inverse le 9 mars 2016.

- Le droit à l'oubli :
  - Le 24 mars 2015, le protocole d'accord sur le droit à l'oubli pour le cancer est cosigné par les représentants des sociétés et mutuelles d'assurance.
  - Les dispositions contenues dans cet accord sont intégrées à la convention AERAS (s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé) le 2 septembre 2015 : droit à l'oubli acquis à 15 ans après la fin du dernier traitement pour les personnes atteintes d'un cancer ; droit à l'oubli acquis à 5 ans pour les patients diagnostiqués jusqu'à l'âge de 15 ans révolus ; et grille de référence pour assurer les personnes ayant souffert de certains cancers dont la fin des traitements date de moins de 15 ans.
  - Voté par les sénateurs le 1er octobre dernier, les députés se sont à leur tour prononcés en faveur de l'amendement encadrant ce droit à l'oubli : la convention AERAS a été ajoutée à la loi santé, faisant passer ainsi ce droit à l'oubli à 10 ans (et non plus 15 ans) pour les plus de 18 ans et à 5 ans pour les moins de 18 ans (et non plus les moins de 15 ans).
  - Les sénateurs ont finalement voté l'instauration d'un "droit à l'oubli" pour les anciens malades du cancer en insérant dans la loi la convention signée fin mars par le gouvernement avec les assureurs de santé.

  Les députés s'étaient déjà prononcés en faveur de cette mesure en première lecture du projet de loi santé de Marisol Touraine.

  En vertu de cette convention, les personnes ayant été atteintes par un cancer n'auront plus à mentionner leur ancienne maladie pour obtenir un prêt ou négocier leurs conditions d'assurance.

- Notons aussi le projet de GUL est mort-né et elle est remplacée par le dispositif VISALE. Ce dispositif est financé par ACTION LOGEMENT et permettra de mettre en place dès janvier 2016, un système de garantie des loyers pour les salariés en situation la plus précaire ou pour les jeunes ayant un loyer élevé par rapport à leur salaire.

  Les administrateurs sont couverts par un contrat d'assurance "responsabilité des administrateurs et des dirigeants de mutuelles". Les délégués mutualistes bénéficient également d'une assurance dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Comité d'audit et de gestion des risques

Créé en 2007, le comité d'audit compte 7 membres, élus pour 3 ans. Il s'est réuni 7 fois au cours de l'exercice. Présidé par François YENCE, le Comité d'Audit et de Gestion des Risques a notamment travaillé sur les différentes provisions, les seuils d'alerte et d'appétence au risque, la réassurance, le taux de chute entre les devis et les dossiers enregistrés. Il a examiné le rapport du contrôle interne de l'exercice 2015, auditionné les commissaires aux comptes dans le cadre de l'arrêté des comptes 2015. Un rapport sur son activité est présenté au conseil d'administration.

	TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES
13 février 2015	• Gestion risques majeur : actuariat • Suivi des tables d'expérience et loi en incapacité • Détermination de seuils d'alerte et seuils d'appétence au risque • Définition de ratio sur les nouvelles souscriptions • Examen d'un processus de la cartographie
25 mars 2015	• Revue du rapport de contrôle interne • Tracfin • Analyse de la base incidents • PCA / PCI • Suivi des mises en œuvre des décisions du CA
16 Avril 2015	• Revue de la clôture des comptes • Revue des cas de changements de méthodes • Revue du rapport de solvabilité • Présentation de l'exercice ORSA • Organigramme et fiche de postes • Délégation de pouvoirs
10 Juin 2015	• Suivi d'un risque majeur • Examen d'un processus de la cartographie • Finalisation de la cartographie et des référentiels • Suivi de la mise en œuvre et du niveau de préparation à Solvabilité II
14 Septembre 2015	• Exercice Solvabilité II - ORSA
21 Octobre 2015	• Risques majeur : la réassurance • Analyse des évolutions de conservation • Plan de développement
25 novembre 2015	• Mission des Commissaires aux comptes pour l'exercice : faits significatifs • Présentation des des Commissaires aux comptes de la mission, programme de travail et plan d'audit • Revue des seuils d'appétence au risque pour 2016 (et ligne ORSA) • Plan des missions du comité pour l'exercice suivant • Fixation du planning

Comité financier

Présidé par Martine Vély, le comité financier qui a un rôle de consultation, a pour mission d'assister le conseil d'administration dans sa définition stratégique comme dans sa gouvernance de la politique des placements.

Il s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice. Il mène une réflexion sur l'allocation des actifs et leur adossement aux passifs, en tenant compte du niveau de risque souhaité et de la consommation de fonds propres associée.

Comité produits

Présidé par Thierry le BOZEC, son objet est de constituer un lieu d'échange et de travail sur l'élaboration de nouveaux produits. Assisté par les collaborateurs de la mutuelle, il est composé d'administrateurs particulièrement au fait des questions d'assurance et de crédit, comme proches d'associations de consommateurs. Il est ainsi constitué : Frédéric BROSSIER, Jean-Baptiste DOLCI, Jean-Marc HARMAND et Thierry Le BOZEC (animateur).

Comité des rémunérations

Le comité des rémunérations, constitué du président de la mutuelle, Philippe BRUNET, du 1er vice-président, Jean FREBOURG puis Christian OYARBIDE et du trésorier général, Martine VÉLY s'est réuni deux fois au cours de l'exercice.

Comité reporting

Le conseil d'administration du 23 octobre 2014 a décidé la création de la commission reporting, dont la mission est de déterminer une présentation d'indicateurs clés pertinents pour la communication interne et celle destinée au public. La commission est constituée de Philippe BRUNET, Jean de MATHAN et Martine VÉLY.

Comité stratégique

Les conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG garanties ont décidé la création d'un comité stratégique ACMIL / MUTLOG et ont adopté une charte de ce dit- comité le 17 décembre 2015. Ce comité vise à donner un lieu au sein duquel les responsables des instances statutaires des mutuelles et de l'ACMIL puissent réfléchir et définir une stratégie de communication et de mise en œuvre de grands projets - par exemple la résidence bi-générationnelle.

Siègent les présidents et trésoriers des mutuelles et de l'ACMIL, deux administrateurs de chaque structure - deux des mutuelles, deux de l'ACMIL - ainsi que des personnalités qualifiées extérieures, de manière permanente ou ponctuelle.

Il est ainsi constitué de :

Pour ACMIL	Pour MUTLOG et MUTLOG Garanties
M. Jacky BONTEMS, Président	M. Philippe BRUNET, Président
M. Jean-Claude MAILLES, Trésorier	Mme Martine VÉLY, Trésorier Général
M. Jacques LÉPRON, Vice-Président	M. Alain FACCINI, Administrateur
M. Jean-Louis BANCEL, Administrateur	M. Christian SOL, Administrateur

Membres permanents

Jacques DECKER	Personne qualifiée
Michel MOUILLART	Personne qualifiée

Administrateur référent sur Solvabilité 2

Christophe OLLIVIER, 2ème vice-président du conseil d'administration est l'administrateur référent sur le dossier solvabilité 2. Il lui appartient d'intervenir devant le conseil d'administration ou le bureau chaque fois que le président ou lui-même le juge nécessaire, en fonction de l'évolution du dossier.

Les relations avec la Fédération

MUTLOG et MUTLOG Garanties ont renouvelé leur adhésion à la FNMF, à MUTRé Union, à l'UNPMF et à l'Union du Système Fédéral de Garanties.

Le partenariat avec MUTRé SA est toujours très actif. MUTRé SA est étroitement associé à la préparation de la tarification proposée par MUTLOG aux différentes entités avec lesquelles elle contracte un partenariat.

Philippe BRUNET a été désigné par le conseil d'administration pour participer aux travaux du CMPR.

Hubert DUMONT SAINT PRIEST siège au conseil d'administration de MUTRé Union et dans différents groupes de travail du CMPR.

Luc de SEIGNEURENS participe au groupe de travail sur les questions européennes.

MUTLOG a participé à plusieurs manifestations et conforté sa politique de relations avec des tierces institutions

Vos mutuelles ont participé aux différents groupes de travail, cercles et journées proposés par la Mutualité Française, MUTRé, le "Cercle Finance et Mutualité" ou le "groupe Europe et Mutualité".

Toujours au chapitre des relations avec des tierces institutions, le conseil d'administration de MUTLOG a décidé le renouvellement de l'adhésion de la mutuelle à l'ADOM (Association des Directeurs d'Organismes de Mutualité), au CJDES (Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale), à l'UNIOPSS (Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux), au CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative), à TEDIS (Territoire et Dialogue social) et à ICOSI (Institut de Coopération Sociale International), ainsi qu'à l'AEPL (Associations des Entreprises pour le Logement) et à l'UNPI (Union nationale de la Propriété Immobilière), à l'association LUPUS+, à l'association HTAP (Association des Malades souffrant d'Hypertension Artérielle Pulmonaire), à l'OCIRP (Organisme Commun des Institutions de Rente et de Prévoyance) et au Cercle Europe et Economie Sociale. Comme chaque année, ces adhésions sont soumises à la ratification de l'assemblée générale.

Résidence bi-générationnelle

Les conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG garanties ont décidé de participer à un projet sociétal innovant de résidence "bi-générationnelle".

La Résidence "AIMER" Aînés - Infirmiers - Médecins - Etudiants - Résidence, raison sociale déposée à l'INPI par MUTLOG et l'ACMIL pourra accueillir des personnes âgées victimes des maladies évolutives et des étudiants dans les professions médicales ou/et paramédicales (infirmiers, ergothérapeutes, médecins, par exemple).

L'objectif est de créer une réponse logement au triple enjeu :

- maintien à domicile de personnes dont un début de pathologie cognitive a été diagnostiqué.
- mise à disposition d'un logement au bénéfice d'étudiants en profession de santé - médecins, infirmiers, ergothérapeutes…
- offre locative qui s'exprime à un coût supportable par les locataires disposant de ressources modestes : "loyer HLM".

Le foncier/immeuble à rénover est mis à disposition par la ville de Limoges en la forme d'un bail emphytéotique. Après rénovation pour un montant avoisinant 800 K€ TTC, 6 appartements + 1 hall/salon commun, en rez-de-chaussée, seront livrés.

Les parties impliquées sont :

Mairie de Limoges, Collecteur Action Logement : Aliance Territoires, Opérateur HLM : Dom'aulim, filiale d'Aliance Territoires, Cabinet d'architecture : Philippe ROCHE Agence Régionale de Santé, Mutualité Limousine, Professeur Thierry DANTOINE - Responsable unité gériatrie - Centre Hospitalier Universitaire de Limoges, Docteur Stéphan MEYER - "spécialiste" maladie Alzheimer notamment ACMIL - MUTLOG/MUTLOG Garanties, Entreprise Legrand (domotique), Entreprises locales du bâtiment.

Avec le précieux et permanent concours d'Aliance Territoires - en la personne de Jean-Yves VIAU, son Directeur - le pilotage de l'opération est assuré par un binôme : Mutualité Limousine + ACMIL - MUTLOG/ MUTLOG Garanties.

Les résidents s'engagent à respecter l'esprit d'une charte du "vivre ensemble". Les étudiants n'accompliront pas d'actes médicaux mais répondront à l'urgence exprimée par une personne âgée par leur présence apaisante en attendant l'arrivée du professionnel compétent (SAMU, pompier, médecin, infirmier…), voire s'attacheront (de manière accessoire) à obtenir le concours du service pertinent (repas à domicile, plomberie, …).

Au côté de l'ACMIL, les conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG garanties ont décidé, à l'unanimité, l'accompagnement de ce projet à hauteur maximum de 100 000 euros. Ce montant est à arrêter dans sa valeur définitive déduction réalisée des concours attendus. Différents organismes ont été contactés par l'ACMIL. MUTEX a accordé 20 000 euros de subventions (10 000 € pour MUTLOG et MUTLOG Garanties), venant en déduction des 100 000 €.

L'objectif est de mettre en place cette résidence dans le courant de l'été 2017.

L'organisation interne

Le projet GED (Gestion Electronique des Données) a été mis en place dans le service souscription. L'extension aux services prestation et comptabilité est programmée pour 2016.

2 - Activité de l'exercice

2.1 Production de l'exercice 2015

L'activité de l'exercice est caractérisée par les nouvelles souscriptions.

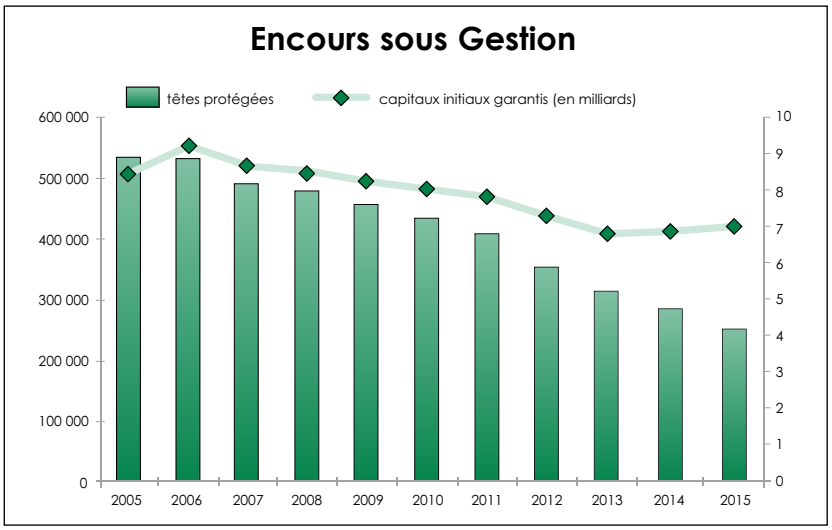
La production de l'exercice représente 13 431 dossiers en souscriptions (en 2014 : 12 468 dossiers, en 2013 : 11 044 dossiers, en 2012 : 11 821 dossiers) pour 699 millions d'euros de capitaux initiaux (en 2014 : 582 millions d'euros, en 2013 : 458,90 millions d'euros, en 2012 : 405,2 millions).

2.2 Encours en gestion au 31 décembre 2015 :

L'encours en gestion représente :

	2015	2014	2013
Décès - Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)			
têtes protégées	249 790	287 699	316 220
capitaux initiaux (milliards d'euros)	7,04	6,88	6,85
Incapacité			
têtes protégées	149 724	177 819	205 118
capitaux initiaux (milliards d'euros)	4,57	4,55	4,64
Chômage			
têtes protégées	34 194	43 510	53 260
capitaux initiaux (milliards d'euros)	0,59	0,69	0,81

Au regard des différentes périodes de souscription, au 31 décembre, le segment des prêts bancaires représentent plus de 84 % des encours placés sous gestion.



Les appels de cotisations émis au cours de l'exercice s'élèvent à **17,43 millions d'euros** sur l'ensemble des branches d'activité.

	2015	2014	2013
Cotisations acquises (en millions d'euros)			
Décès - perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)	9,92	10,50	10,76
Incapacité	6,48	7,37	8,02
Chômage	1,03	1,39	1,72
	17,43	**19,26**	**20,50**

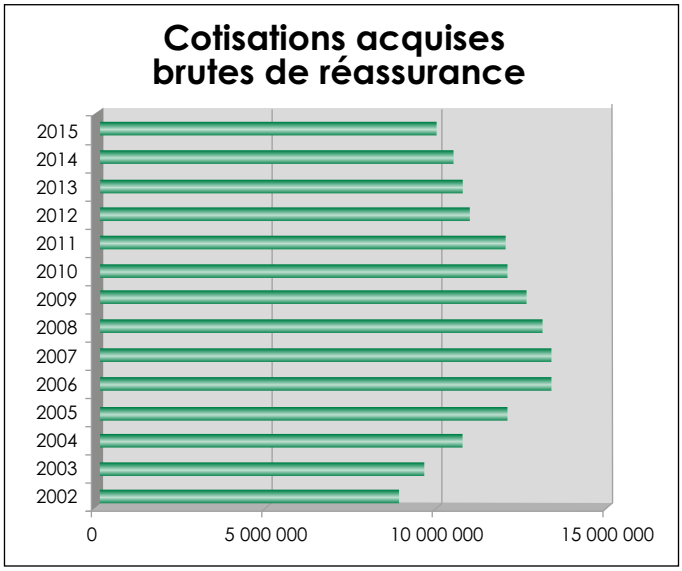
3 - Rapport MUTLOG

MUTLOG est constituée des souscriptions en garantie décès des emprunteurs.

L'encours de fin d'exercice représente 249 790 adhérents pour l'équivalent de 7,04 milliards d'euros de capitaux d'origine.

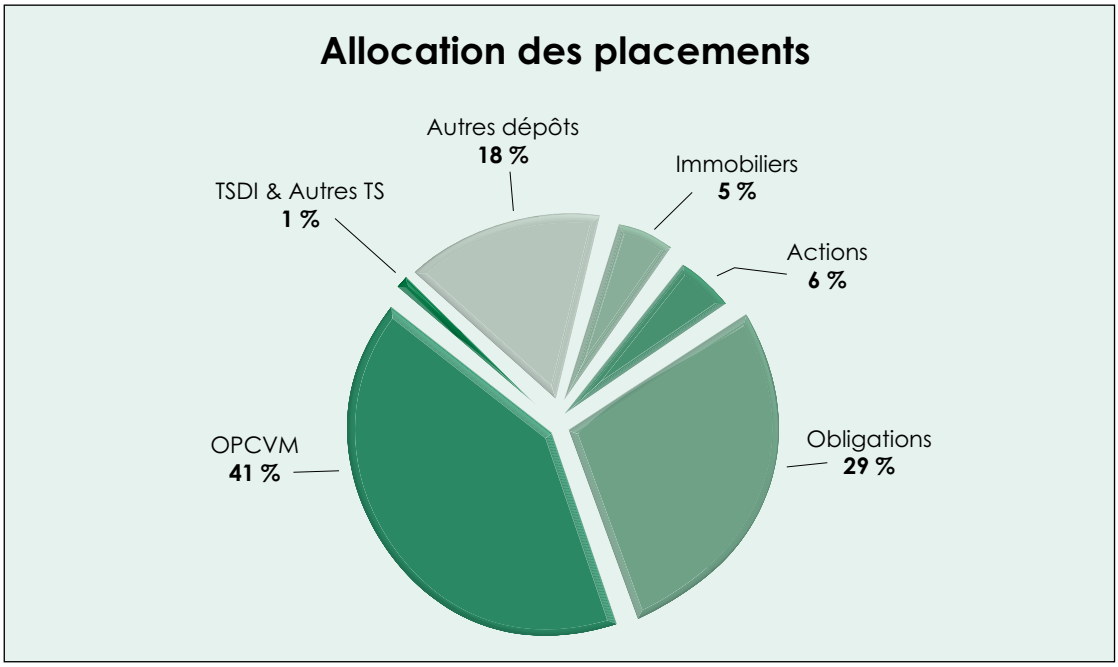
Les cotisations acquises sont de 9,92 millions d'euros au cours de l'exercice.

L'évolution au cours des dernières années est représentée sur le graphique ci-contre :



Les engagements et la sécurité des engagements sont constitués à l'actif d'un portefeuille de valeurs mobilières de placements de 48,877 millions d'euros.
L'allocation d'actif est constituée de :

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette au 31/12/2015	Valeur de réalisation au 31/12/2015
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	3 133 856,02	2 576 009,86	3 939 932,63
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	2 820 884,77	2 661 339,15	2 722 673,62
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	20 463 897,59	20 463 897,59	20 495 184,81
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	14 643 522,64	14 643 522,64	15 899 267,40
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	32 065,38	32 065,38	32 065,38
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	8 500 050,00	8 500 050,00	8 500 050,00
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**49 594 276,40**	**48 876 884,62**	**51 589 173,84**



Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

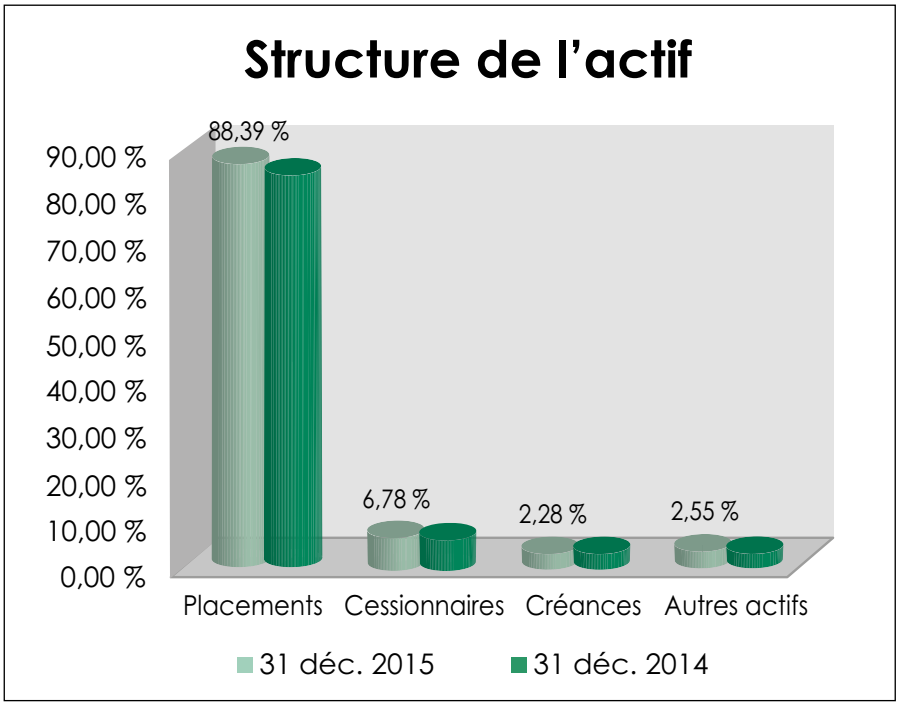
	2015	2014	2013
Provision d'assurance vie	2 850 750	2 480 323	2 115 524
Provisions pour sinistres à payer	3 482 910	3 712 726	4 159 947
Provision pour participation aux excédents	7 024 170	7 024 170	7 024 170
Provision pour égalisation	-	-	-
Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques	-	-	-
Réserve de capitalisation	45 443	45 443	45 443
Dettes privilégiées	20 873	15 379	18 530
Total des passifs réglementés (A)	**13 424 147**	**13 278 040**	**13 363 614**

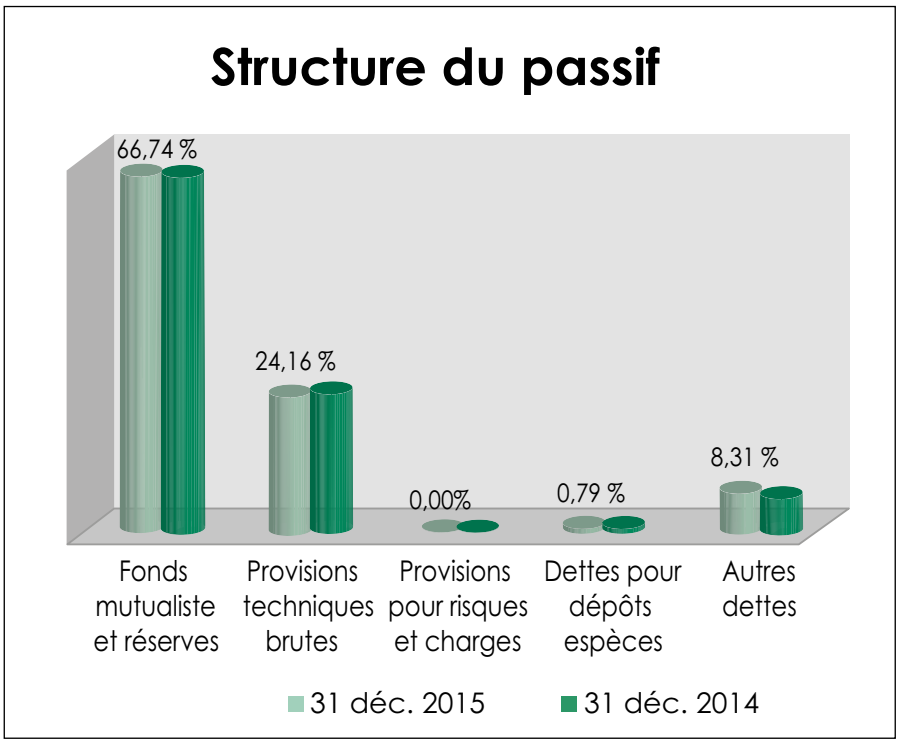
	2015	2014	2013
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32 (A-B)	13 424 147	13 278 040	13 363 614
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-	-
Autres placements mentionnés du 1° au 17° de l'article R.212-31	46 300 875	44 772 101	45 648 602
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R 212-31	-	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R 212-31	493 687	461 120	527 547
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R 212-35	3 155 191	3 349 183	3 556 924
Total des placements et actifs assimilés	**49 949 752**	**48 582 404**	**49 733 074**

En conséquence, le ratio de couverture des **"placements et actifs assimilés rapportés aux passifs réglementés"** est de :

	2015	2014	2013
Ratio des placements et actifs assimilés	3,72	3,66	3,72

Les comptes sociaux de MUTLOG





Bilan des comptes sociaux de MUTLOG - SIREN 325.942.969

ACTIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
A1 - Actifs incorporels	**36,00**	**36,00**
A2 - Placements (A2a + A2b + A2c + A2d)	**48 876 884,62**	**47 468 963,96**
A2a - Terrains et constructions	2 576 009,86	2 696 862,64
A2b - Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation	-	-
A2c - Autres placements	46 300 874,76	44 772 101,32
A2d - Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-
A3 - Placements représentant les prov. techn. afférentes aux op. en UC	**-**	**-**
A4 - Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**3 747 006,08**	**3 679 523,10**
A4a - Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie)	-	-
A4b - Provisions d'assurance Vie	1 119 951,63	844 926,65
A4c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	2 627 054,45	2 834 596,45
A4d - Provisions pour prestations à payer (Non-Vie)	-	-
A4e - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
A4f - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Non-Vie)	-	-
A4g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
A4h - Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
A4i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
A4j - Autres provisions techniques (Non-Vie)	-	-
A4k - Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
A5 - Part des garants dans les engagements techniques donnés en substitution	**-**	**-**
A6 - Créances (A6a + A6b + A6c)	**1 260 635,99**	**1 682 166,81**
A6a - Créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	1 148 097,13	1 495 402,20
A6b - Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	-	-
A6c - Autres créances (A6ca + A6cb + A6cc)	112 538,86	186 764,61
A6ca - Personnel	-	-
A6cb - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	80 342,15	186 014,90
A6cd - Débiteurs divers	32 196,71	749,71
A7 - Autres actifs (A7a + A7b)	**830 874,33**	**989 615,01**
A7a - Actifs corporels d'exploitation	527 308,82	545 707,24
A7b - Avoirs en banque - CCP - Caisse	303 565,51	443 907,77
A8 - Comptes de régularisation - Actif (A8a + A8b + A8c + A8d)	**580 959,20**	**535 958,46**
A8a - Intérêts et loyers acquis non échus	493 686,70	461 119,87
A8b - Frais d'acquisition reportés (Vie)	-	-
A8c - Frais d'acquisition reportés (Non-Vie)	-	-
A8d - Autres comptes de régularisation	87 272,50	74 838,59
A9 - Différences de conversion	**-**	**-**
Total de l'Actif (A1 + A2 + A3 + A4 + A5 + A6 + A7 + A8 + A9)	**55 296 396,22**	**54 356 263,34**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
B1 - Fonds mutualistes et réserves (B1.1 + B1.2)	**36 906 631,31**	**36 350 429,22**
B1.1 - Fonds propres (B1a + B1b + B1c + B1d + B1e)	36 906 631,31	36 350 429,22
B1a - Fonds de dotation sans droit de reprise	6 500 000,00	6 500 000,00
B1b - Ecart de réévaluation	-	-
B1c - Réserves	29 850 429,22	29 493 915,55
B1d - Report à nouveau	-	-
B1e - Résultat de l'exercice	556 202,09	356 513,67
B1.2. - Autres Fonds Mutualistes (B1f + B1g)	-	-
Total B1f - Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Total B1g - Subventions nettes	-	-
B2 - Passif subordonné	**-**	**-**
B3 - Provisions techniques brutes	**13 357 830,80**	**13 217 218,04**
B3a - Provisions pour cotisations non acquises (non Vie)	-	-
B3b - Provisions d'assurance vie	2 850 750,31	2 480 322,54
B3c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	3 482 910,47	3 712 725,48
B3d - Provisions pour prestations à payer (non Vie)	-	-
B3e - Provision pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	7 024 170,02	7 024 170,02
B3f - Provision pour participation aux excédents et ristournes (non Vie)	-	-
B3g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
B3h - Provisions pour égalisation (non Vie)	-	-
B3i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
B3j - Autres provisions techniques (non Vie)	-	-
B4 - Provisions techniques des opérations en unités de compte	**-**	**-**
B5 - Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
B6 - Provisions pour risques et charges	**-**	
B7 - Fonds dédiés	**-**	**-**
B8 - Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires	**437 751,63**	**521 426,65**
B9 - Autres dettes (B9a + B9b + B9c + B9d)	**4 466 369,25**	**4 150 930,67**
B9a - Dettes nées d'opérations directes et prises de substitution	203 105,65	1 249 947,84
B9b - Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	2 869 101,44	1 659 652,29
B9c - Dettes envers les établissements de crédit	-	-
B9d - Autres dettes (B9da + B9db + B9dc + B9dd)	1 394 162,16	1 241 330,54
B9da - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	50 500,00	50 500,00
B9db - Personnel	-	-
B9dc - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	20 873,27	15 379,46
B9dd - Créditeurs divers	1 322 788,89	1 175 451,08
B10 - Comptes de régularisation - passif	**127 813,23**	**116 258,76**
B11 - Différence de conversion	**-**	**-**
Total du passif (B1 + B2 + B3 + B4 + B5 + B6 + B7 + B8 + B9 +B10 + B11)	**55 296 396,22**	**54 356 263,34**

Le résultat excédentaire de l'exercice de 556 202 euros se répartit entre :

	2015	2014	2013
Résultat technique net de cession et hors produits financiers	-842 665	-807 535	-108 071
Résultat sur les opérations financières	1 580 806	1 413 339	1 306 874
Résultat sur les opérations non techniques	1 847	-9 893	1 187
Impôt sur les sociétés	-183 786	-239 397	-232 848
Résultat de l'exercice	**556 202**	**356 514**	**967 142**

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier 2012
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net comptable	**556 202,09**	**356 513,67**
Ecart de valorisation extra comptable	-117 025,50	-40 863,50
Réintégrations extra-comptables	143 472,29	433 583,50
Réductions extra-comptables	-10 272,80	-10 005,12
Résultat fiscal	**572 376,08**	**739 228,55**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

> le résultat fiscal a été réduit pour l'exercice 2012 de 60 %, pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, et

> Depuis l'exercice 2014, la base d'imposition est à 100 %.

Le chiffre d'affaires fiscal s'élève à 6 659 962 euros. Il est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote-part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat fiscal	**572 376,08**	**739 228,55**
Résultat soumis à l'IS	572 376,08	739 228,55
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00
IS au taux de 33,33 %	178 067,55	233 679,48
Montant de l'impôt	***183 786,00***	***239 397,48***

Comptes de résultat technique de MUTLOG - branche vie
SIREN 325.942.969

	Période du 01/01/2015 au 31/12/2015				2014
	Opérations brutes totales (A)	Opérations données en substitution (B)	Cessions et rétrocessions (C)	Opérations nettes (A - B - C)	Opérations nettes
E1 - Cotisations	**9 919 828,24**	**-**	**5 854 177,49**	**4 065 650,75**	**3 992 431,22**
E2 - Produits des placements (E2a + E2b + E2c)	**1 863 501,33**	**-**	**-**	**1 863 501,33**	**1 982 623,70**
E2a - Revenus des placements	728 344,75	-	-	728 344,75	828 427,25
E2b - Autres produits des placements	247 860,12	-	-	247 860,12	460 428,81
E2c - Produits provenant de la réalisation des placements	887 296,66	-	-	887 296,66	693 767,64
E3 - Ajustements ACAV (plus values)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
E4 - Autres produits techniques	**20 947,75**	**-**	**-**	**20 947,75**	**6 127,25**
E5 - Charge des prestations (E5a + E5b)	**-3 891 906,04**	**-**	**-2 766 065,58**	**-1 125 840,46**	**-1 352 335,64**
E5a - Prestations et frais payés	-4 121 721,05	-	-2 973 607,58	-1 148 113,47	-1 418 670,57
E5b - Charge des provisions pour prestations à payer	229 815,01	-	207 542,00	22 273,01	66 334,93
E6 - Charge des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques (E6a + E6b + E6c + E6d)	**-363 140,02**	**-**	**-275 024,98**	**-88 115,04**	**-267 796,48**
E6a - Provisions d'assurance vie	-363 140,02	-	-275 024,98	-88 115,04	-267 796,48
E6b - Provisions pour opérations en unités de compte	-	-	-	-	-
E6c - Provision pour égalisation	-	-	-	-	-
E6d - Autres provisions techniques	-	-	-	-	
E7 - Participation aux résultats	**-7 287,75**	**-**	**-160 214,15**	**152 926,40**	**102 330,65**
E8 - Frais d'acquisition et d'administration (E8a + E8b - E8c)	**-4 343 290,09**	**-**	**-559 074,33**	**-3 784 215,56**	**-3 276 040,30**
E8a - Frais d'acquisition	-2 161 362,53	-	-	-2 161 362,53	-1 739 868,62
E8b - Frais d'administration	-2 181 927,56	-	-	-2 181 927,56	-2 134 676,64
E8c - Commissions reçues des réassureurs et des garants en substitution	-	-	-559 074,53	559 074,53	598 504,96
E9 - Charges des placements (E9a + E9b + E9c)	**-282 695,72**	**-**	**-**	**-282 695,72**	**-569 284,27**
E9a - Frais de gestion interne et externe des placements et intérêts	-128 527,12	-	-	-128 527,12	-155 016,83
E9b - Autres charges des placements	-141 699,15	-	-	-141 699,15	-129 646,98
E9c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-12 469,45	-	-	-12 469,45	-284 620,46
E10 - Ajustements ACAV (moins-values)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
E11 - Autres charges techniques	**-84 018,91**	**-**	**-**	**-84 018,91**	**-12 251,67**
E12 - Produits des placements transférés au compte non-technique	**-1 252 657,15**	**-**	**-**	**-1 252 657,15**	**-1 119 713,72**
Résultat technique des opérations Vie (E1 + E2 + E3 + E4 - E5 - E6 - E7 - E8 - E9 - E10 - E11 - E12)	**1 579 281,86**	**-**	**2 093 798,25**	**-514 516,39**	**-513 909,26**

Comptes de résultat non technique de MUTLOG branche vie - SIREN 325.942.969

	2015	2014
F1 - Résultat technique des opérations Non-Vie	-	-
F2 - Résultat technique des opérations Vie	-514 516,39	-513 909,26
F3 - Produits des placements (F3a + F3b + F3c)	-	-
F3a - Revenus des placements	-	-
F3b - Autres produits des placements	-	-
F3c - Profits provenant de la réalisation des placements	-	-
F4 - Produits des placements alloués du compte technique vie	1 252 657,13	1 119 713,72
F5 - Charges des placements (F5a + F5b + F5c)	-	-
F5a - Frais de gestion interne et externe des placements et des frais financiers	-	-
F5b - Autres charges des placements	-	-
F5c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-	-
F6 - Produit des placements transférés au compte technique non-vie	-	-
F7 - Autres produits non techniques	-	-
F8 - Autres charges non techniques (F8a + F8b)	-15,71	-113,01
F8a - Charges à caractère social	-	-
F8b - Autres charges non techniques	-15,71	-113,01
F9 - Résultat exceptionnel (F9a - F9b)	1 862,60	-9 780,30
F9a - Produits exceptionnels	5 217,78	4 893,56
F9b - Charges exceptionnelles	-3 355,18	-14 673,86
F10 - Impôts sur le résultat	-183 785,54	-239 397,48
F11 - Solde intermédiaire (F1 + F2 + F3 + F4 - F5 - F6 + F7 - F8 + F9 - F10)	556 202,09	356 513,67
F12 - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	-
F13 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-
F14 - Résultat de l'exercice (F11 + F12 - F13)	556 202,09	356 513,67

La marge de solvabilité :	2015	2014	2013
Marge requise sur les provisions mathématiques	96 926	84 330	71 928
Marge requise sur les capitaux sous risque	3 799 065	4 015 959	3 952 580
Total des 2 résultats = Exigence minimale de MS	3 895 991	4 100 289	4 024 508

La marge de solvabilité (MS) est constituée de :	2015	2014	2013
Fonds d'établissement	6 500 000	6 500 000	6 500 000
Réserves réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements, y inclus la réserve de capitalisation	30 406 595	29 850 393	28 526 738
Total de la marge constituée	36 906 595	36 350 393	35 026 738
Ratio de Marge	9,47	8,87	7,78

Le ratio MS / MSM est supérieur de plus de 9 fois à la marge minimale requise.
Le ratio de marge est d'un niveau jugé suffisant, sachant que les fonds propres de MUTLOG sont constitués sans avoir recours aux emprunts subordonnés.

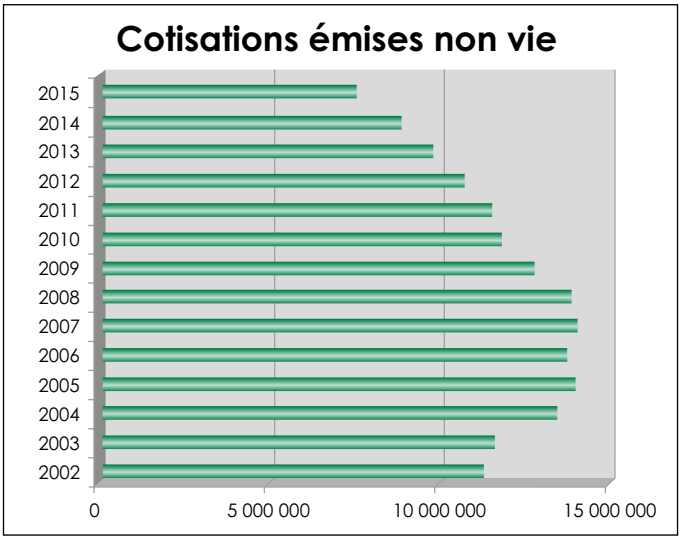
4 - Rapport MUTLOG Garanties

MUTLOG GARANTIES est constituée des souscriptions en garanties incapacité, invalidité et perte d'emploi indemnisée des emprunteurs.
L'encours de fin d'exercice représente :

- en garantie incapacité : 149 724 adhérents pour l'équivalent de 4,57 milliards d'euros de capitaux d'origine.
- en garantie perte d'emploi : 34 194 adhérents pour l'équivalent de 0,59 milliard d'euros de capitaux d'origine.

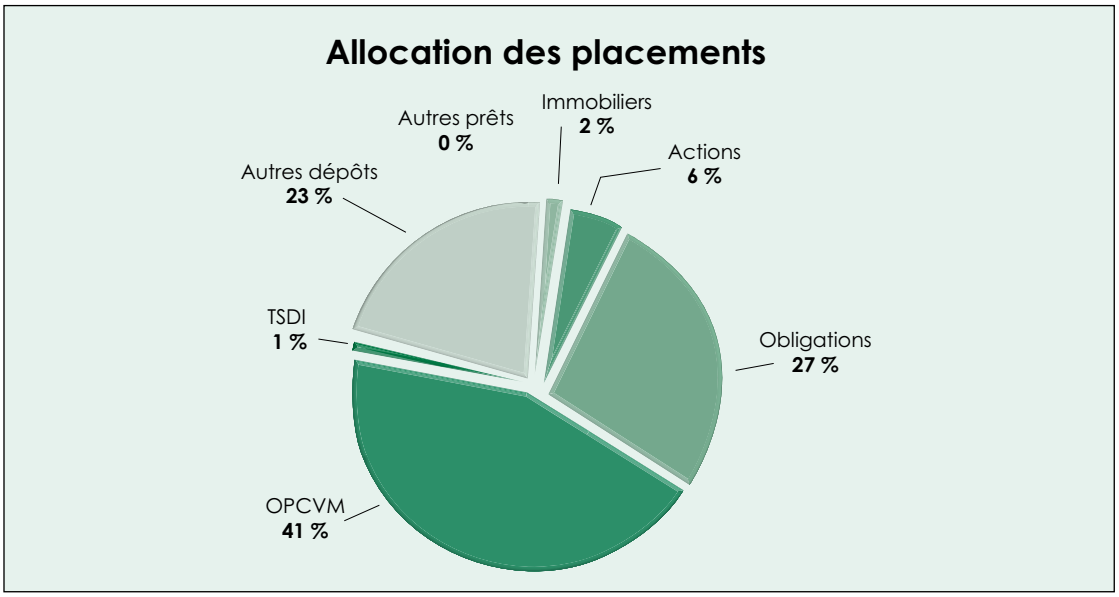
Les cotisations acquises sur l'ensemble de ces garanties sont de 7,496 millions d'euros au cours de l'exercice.

L'évolution au cours des dernières années est représentée sur le graphique ci-contre :



Les garanties non vie induisent d'importantes provisions techniques, ainsi que des fonds propres dont la contrepartie est constituée par le nantissement de l'engagement des réassureurs dans les provisions techniques pour 19,321 millions d'euros et à l'actif du bilan par les valeurs mobilières de placements de 47,596 millions d'euros.

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette au 31/12/2015	Valeur de réalisation au 31/12/2015
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	963 261,75	963 261,75	1 190 803,74
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	2 759 003,63	2 632 250,71	2 653 869,38
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	19 722 778,08	19 722 778,08	19 725 998,58
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	15 777 116,70	15 777 116,70	17 040 198,80
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	399,87	399,87	485,24
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	8 500 050,00	8 500 050,00	8 500 050,00
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**47 722 610,03**	**47 595 857,11**	**49 111 405,74**



Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

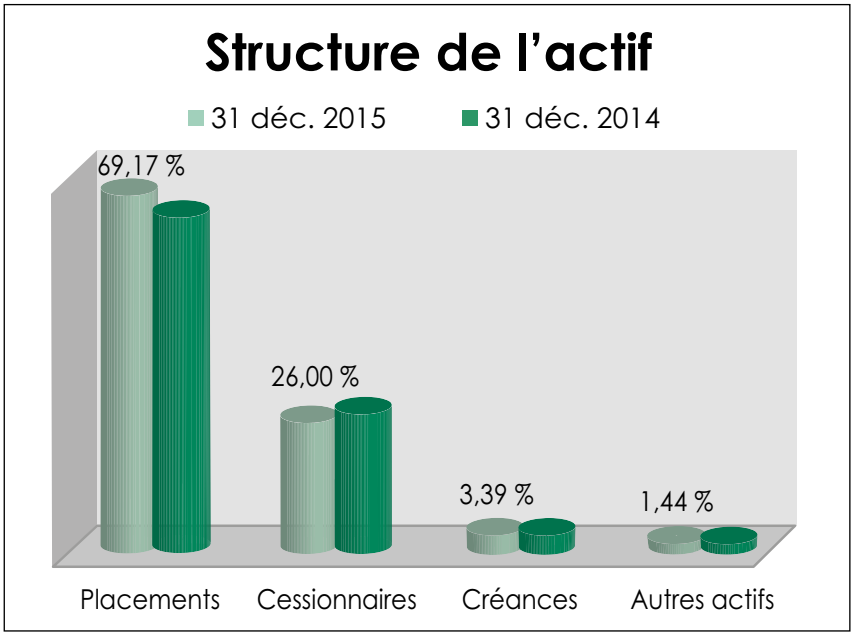
	2015	2014	2013
Provision pour cotisations non acquises	1 062 377	1 395 227	1 813 884
Provisions pour sinistres à payer	4 855 221	5 406 079	5 620 904
Provisions mathématiques (non-vie)	16 420 146	18 059 093	18 707 179
Provision pour égalisation	-	-	-
Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques	-	-	-
Autres provisions techniques	89 570	263 566	346 761
Réserve de capitalisation	258 935	258 935	258 935
Dettes privilégiées	178 790	77 988	213 294
Total des passifs réglementés (A)	**22 865 040**	**25 460 889**	**26 960 958**

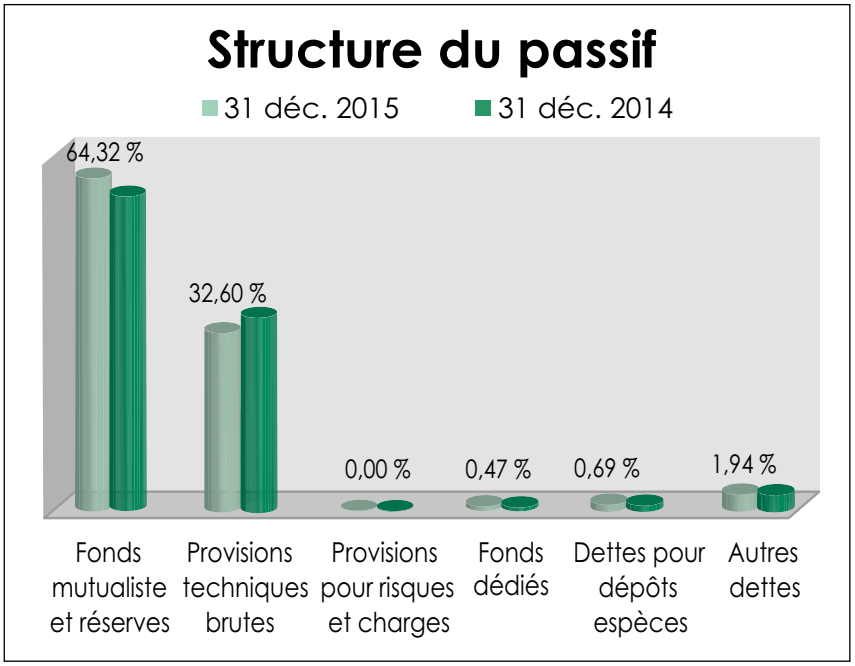
	2015	2014	2013
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32 (A-B)	22 865 040	25 460 889	28 519 724
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-	-
Autres placements mentionnées du 1° au 17° de l'article R.212-31	46 632 595	45 445 084	42 898 730
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R.212-31	-	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R.212-31	335 577	334 207	469 105
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R.212-35	19 320 848	20 176 418	22 471 441
Total des placements et actifs assimilés	**66 289 020**	**65 955 709**	**65 839 276**

En conséquence, le ratio **"placements et actifs assimilés rapportés aux passifs réglementés"** est de :

	2015	2014	2013
Ratio des placements et actifs assimilés	2,90	2,59	2,40

Les comptes sociaux de MUTLOG Garanties





Bilan des comptes sociaux de MUTLOG Garanties

SIREN 384.253.605

ACTIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
A1 - Actifs incorporels	**-**	**-**
A2 - Placements (A2a + A2b + A2c + A2d)	**47 595 857,11**	**46 408 345,39**
A2a - Terrains et constructions	963 261,75	963 261,75
A2b - Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation	-	-
A2c - Autres placements	46 632 595,36	45 445 083,64
A2d - Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-
A3 - Placements représentant les prov. techn. afférentes aux op. en UC	**-**	**-**
A4 - Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**17 891 739,80**	**20 004 988,72**
A4a - Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie)	390 476,41	513 008,32
A4b - Provisions d'assurance Vie	-	-
A4c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	-	-
A4d - Provisions pour prestations à payer (Non-Vie)	3 963 930,60	4 382 993,96
A4e - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
A4f - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Non-Vie)	-	-
A4g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
A4h - Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
A4i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
A4j - Autres provisions techniques (Non-Vie)	13 537 332,79	15 108 986,44
A4k - Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
A5 - Part des garants dans les engagements techniques donnés en substitution	**-**	**-**
A6 - Créances (A6a + A6b + A6c)	**2 329 255,85**	**2 450 315,06**
A6a - Créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	765 543,13	2 063 041,85
A6aa - Cotisations restant à émettre	557 037,48	801 566,69
A6ab - Autres créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	208 505,65	1 261 475,16
A6b - Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	1 510 668,30	321 603,72
A6c - Autres créances (A6ca + A6cb + A6cc)	53 044,42	65 669,49
A6ca - Personnel	-	-
A6cb - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	13 606,41	58 460,17
A6cc - Débiteurs divers	39 438,01	7 209,32
A7 - Autres actifs (A7a + A7b)	**381 253,30**	**410 455,47**
A7a - Actifs corporels d'exploitation	365 851,14	387 682,25
A7b - Avoirs en banque - CCP - Caisse	15 402,16	22 773,22
A8 - Comptes de régularisation - Actif (A8a + A8b + A8c + A8d)	**607 258,61**	**561 868,90**
A8a - Intérêts et loyers acquis non échus	521 605,20	489 743,16
A8b - Frais d'acquisition reportés (Vie)	-	-
A8c - Frais d'acquisition reportés (Non-Vie)	-	-
A8d - Autres comptes de régularisation	85 653,41	72 125,74
A9 - Différences de conversion	**-**	**-**
Total de l'Actif (A1 + A2 + A3 + A4 + A5 + A6 + A7 + A8 + A9)	**68 805 364,67**	**69 835 973,54**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
B1 - Fonds mutualistes et réserves (B1.1 + B1.2)	**44 252 329,59**	**42 173 230,82**
B1.1 - Fonds propres (B1a + B1b + B1c + B1d + B1e)	44 252 329,59	42 173 230,82
B1a - Fonds de dotation sans droit de reprise	1 550 000,00	1 550 000,00
B1b - Ecart de réévaluation	-	-
B1c - Réserves	40 623 230,82	38 957 252,19
B1d - Report à nouveau	-	-
B1e - Résultat de l'exercice	2 079 098,77	1 665 978,63
B1.2. - Autres Fonds Mutualistes (B1f + B1g)	-	-
Total B1f - Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Total B1g - Subventions nettes	-	-
B2 - Passif subordonné	**-**	**-**
B3 - Provisions techniques brutes	**22 427 314,97**	**25 123 965,57**
B3a - Provisions pour cotisations non acquises (non Vie)	1 062 377,35	1 395 226,79
B3b - Provisions d'assurance vie	-	-
B3c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	-	-
B3d - Provisions pour prestations à payer (non Vie)	4 855 220,68	5 406 078,99
B3e - Provision pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
B3f - Provision pour participation aux excédents et ristournes (non Vie)	-	-
B3g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
B3h - Provisions pour égalisation (non Vie)	-	-
B3i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
B3j - Autres provisions techniques (non Vie)	16 509 716,94	18 322 659,79
B4 - Provisions techniques des opérations en unités de compte	**-**	**-**
B5 - Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
B6 - Provisions pour risques et charges	**-**	**-**
B7 - Fonds dédiés	**320 001,93**	**322 258,23**
B8 - Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires	**471 382,40**	**638 072,43**
B9 - Autres dettes (B9a + B9b + B9c + B9d)	**1 175 081,57**	**1 456 539,58**
B9a - Dettes nées d'opérations directes et prises de substitution	-	-
B9b - Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	515 000,71	615 490,01
B9c - Dettes envers les établissements de crédit	-	-
B9d - Autres dettes (B9da + B9db + B9dc + B9dd)	660 080,86	841 049,57
B9da - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	-	-
B9db - Personnel	-	-
B9dc - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	178 789,72	77 988,09
B9dd - Créditeurs divers	481 291,14	763 061,48
B10 - Comptes de régularisation - passif	**159 254,21**	**121 906,91**
B11 - Différence de conversion	**-**	**-**
Total du passif (B1 + B2 + B3 + B4 + B5 + B6 + B7 + B8 + B9 +B10 + B11)	**68 805 364,67**	**69 835 973,54**

Le résultat excédentaire de 2 079 099 euros se répartit entre :

	2015	2014	2013
Résultat technique net de cession et avant allocation des produits financiers	1 072 746	1 018 445	1 058 397
Résultat sur les opérations financières	1 887 426	1 461 943	1 423 204
Résultat sur les opérations non techniques	1 052	-7 295	149
Résultat sur les opérations non techniques et IS	-882 125	-807 114	-534 223
Résultat net de l'exercice	**2 079 099**	**1 665 979**	**1 947 527**

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net comptable	**2 079 098,77**	**1 665 978,63**
Ecart de valorisation extra comptable	-256 495,58	-114 294,88
Réintégrations extra-comptables	890 928,95	964 518,55
Réductions extra-comptables	-49 629,59	-75 112,20
Résultat fiscal	**2 663 902,55**	**2 441 090,10**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

> le résultat fiscal a été réduit pour l'exercice 2012 de 60 %, pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, et

> Depuis l'exercice 2014, la base d'imposition est à 100 %.

Le chiffre d'affaire s'élève à 6 241 764 euros. Il est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote-part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat fiscal	**2 663 902,55**	**2 441 090,10**
Résultat soumis à l'IS	2 663 902,55	2 441 090,10
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00
IS au taux de 33,33 %	875 173,33	800 909,93
CSB de 3,3 % si IS > 763 000 et CA > 7 630 000	1 233,91	417,01
Montant de l'impôt	**882 125,23**	**807 044,94**

Comptes de résultat technique de MUTLOG Garanties
SIREN 384.253.605

	31 décembre 2015				31/12/2014
	Opérations brutes totales (A)	Opérations données en substitution (B)	Cessions et rétrocessions (C)	Opérations nettes N (A - B - C)	Opérations nettes
D1 - Cotisations acquises (D1a + D1b)	**7 496 199,52**	**-**	**4 479 526,45**	**3 016 673,07**	**3 200 071,50**
D1a - Cotisations	7 163 350,08	-	4 356 994,54	2 806 355,54	2 938 667,42
D1b - Variations pour cotisations non acquises	332 849,44	-	122 531,91	210 317,53	261 404,08
D2 - Produits des placements alloués du compte non technique	**185 387,44**	**-**	**-**	**185 387,44**	**163 370,01**
D3 - Autres produits techniques	**126,85**	**-**	**-850 360,23**	**850 487,08**	**663 518,67**
D4 - Charges des prestations (D4a + D4b)	**-5 355 920,00**	**-**	**-4 351 719,69**	**-1 004 200,31**	**-1 056 737,53**
D4a - Prestations et frais payés	-5 906 778,31	-	-4 770 783,05	-1 135 995,26	-1 163 250,44
D4b - Charges des provisions pour prestations à payer	550 858,31	-	419 063,36	131 794,95	106 512,91
D5 - Charges des autres provisions techniques	**1 814 284,45**	**-**	**1 571 653,65**	**242 630,80**	**60 994,63**
D6 - Participations aux résultats	**-1 341,60**	**-**	**-**	**-1 341,60**	**-3 399,56**
D7 - Frais d'acquisition et d'administration (D7a+D7b+D7c)	**-2 450 499,41**	**-**	**-421 385,80**	**-2 029 113,61**	**-1 836 592,33**
D7a - Frais d'acquisition	-1 101 452,18	-	-	-1 101 452,18	-955 497,26
D7b - Frais d'administration	-1 349 047,23	-	-	-1 349 047,23	-1 389 536,95
D7c - Commissions reçues des réassureurs	-	-	-421 385,80	421 385,80	508 441,88
D8 - Autres charges techniques	**-2 389,89**	**-**	**-**	**-2 389,89**	**-9 410,70**
D9 - Charges de la provision pour égalisation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat technique des opérations non vie (D1 + D2 + D3 + D4 + D5 + D6 + D7 + D8 + D9)	**1 685 847,36**	**-**	**427 714,38**	**1 258 132,98**	**1 181 814,69**

Comptes de résultat non technique de MUTLOG Garanties
SIREN 384.253.605

	31/12/2015	31/12/2014
F1 - Résultat technique des opérations non vie	**1 258 132,98**	**1 181 814,69**
F2 - Résultat technique des opérations vie	**-**	**-**
F3 - Produits des placements (F3a + F3b + F3c)	**1 964 000,11**	**1 755 380,80**
F3a - Revenus des placements	801 570,36	1 127 668,22
F3b - Autres produits de placements	-	-
F3c - Profits provenant de la réalisation des placements	1 162 429,75	627 712,58
F4 - Produits des placements alloués du compte technique vie	**-**	**-**
F5 - Charges des placements (F5a + F5b + F5c)	**-76 574,56**	**-293 437,33**
F5a - Frais de gestion interne et externe des placements	-38 021,44	-54 373,04
F5b - Autres charges des placements	-19 953,94	-9 922,18
F5c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-18 599,18	-229 142,11
F6 - Produit des placements transférés au compte technique non vie	**-185 387,44**	**-163 370,01**
F7 - Autres produits non techniques	**7 969,18**	**9 951,24**
F8 - Autres charges non techniques (F8a + F8b)	**-8 077,62**	**-10 015,03**
F8a - Charges à caractère social	-7 969,18	-9 951,24
F8b - Autres charges non techniques	-108,44	-63,79
F9 - Résultat exceptionnel (F9a - F9b)	**1 161,35**	**-7 231,37**
F9a - Produits exceptionnels	3 293,12	3 102,19
F9b - Charges exceptionnelles	-2 131,77	-10 333,56
F10 - Impôts sur le résultat	**-882 125,23**	**-807 114,36**
F11 - Solde intermédiaire (F1 + F2 + F3 + F4 - F5 - F6 + F7 - F8 + F9 - F10)	**2 079 098,77**	**1 665 978,63**
F12 - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**-**	**-**
F13 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	**-**	**-**
F14 - Résultat de l'exercice (F11 + F12 + F13)	**2 079 098,77**	**1 665 978,63**

L'exigence minimale de marge de solvabilité pour MUTLOG Garanties :	2015	2014	2013
Marge requise sur les cotisations	674 658	788 676	876 011
Marge requise sur les prestations	692 009	751 287	825 587
Le MAX des 2 méthodes	**674 658**	**788 676**	**876 011**
Application de l'article R 212 - 12 du code de la mutualité	876 011	876 011	-

La marge de solvabilité (MS) est constituée de :	2015	2014	2013
Fonds d'établissement	1 550 000	1 550 000	1 550 000
Réserves réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements, y inclus la réserve de capitalisation	40 623 231	38 957 252	37 009 725
Report à nouveau	2 079 099	1 665 979	1 947 527
Total de la marge constituée	**44 252 330**	**42 173 231**	**40 507 252**
Ratio de Marge	**50,52**	**48,14**	**46,24**

Le ratio de marge est d'un niveau jugé suffisant, sachant que les fonds propres de MUTLOG Garanties sont constitués sans avoir recours aux emprunts subordonnés.

5 - Rapport de combinaison MUTLOG et MUTLOG Garanties

Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels

Les comptes combinés de l'exercice 2015 ont été établis et présentés dans la continuité de l'exercice 2014, selon la réglementation française en vigueur applicable aux mutuelles, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable, des arrêtés ministériels, de l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux règles prudentielles, et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes combinés sont établis par intégration globale.

Les comptes sociaux des deux mutuelles respectent l'homogénéité des méthodes utilisées tant dans la valorisation des actifs et / ou dépréciation de ces derniers, que dans la valorisation des amortissements et provisions à caractère général normalement gérés au sein du GIE de moyens.

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties qui sont la réciprocité de l'une et l'autre des mutuelles sont neutralisés dans les comptes combinés.

Il en est de même des opérations éventuelles affectant le tableau des engagements reçus et des engagements donnés.

Résultat net de l'exercice

Après retraitement de la provision pour risque d'exigibilité et de l'impôt différé :

	Vie	Non Vie	Total
Résultat des comptes sociaux	556 202,09	2 079 098,77	**2 635 300,86**
Retraitement PRE	-	-	**-**
Retraitement impôt différé	-80 127,41	-102 466,84	**-182 594,25**
Résultat des comptes combinés	**476 074,68**	**1 976 631,93**	**2 452 706,61**

La constitution du résultat net global de l'ensemble de combinaison s'effectue par catégories d'opérations vie et non vie :

Constitution du résultat	2015	2014
Opérations vie	476 075	362 796
Opérations non vie	1 976 632	1 659 562
Résultat de l'ensemble de combinaison	**2 452 707**	**2 022 358**

Le résultat excédentaire des comptes combinés s'élève à 2 452 707 euros.

Compte de résultat de la combinaison

	31 décembre 2015			31 déc. 2014
	Opérations vie	Opérations non vie	Total N	Total N-1
Produits d'exploitation	10 100 977,95	8 346 686,60	18 447 664,55	20 040 870,27
Produits financiers nets de charges	1 580 805,81	1 887 471,76	3 468 277,57	2 875 282,90
Total des produits d'exploitation courants	**11 681 783,76**	**10 234 158,36**	**21 915 942,12**	**22 916 153,17**
Charges de prestations d'assurance	-4 262 333,81	-3 542 977,15	-7 805 310,96	-10 804 289,14
Charges de gestion	-4 427 324,71	-2 453 043,95	-6 880 368,66	-6 241 418,64
Total des charges d'exploitation courantes	**-8 689 658,52**	**-5 996 021,10**	**-14 685 679,62**	**-17 045 707,78**
Résultat d'exploitation courant avant réassurance	**2 992 125,24**	**4 238 137,26**	**7 230 262,50**	**5 870 445,39**
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**-2 254 012,40**	**-1 278 074,61**	**-3 532 087,01**	**-2 784 441,77**
Résultat d'exploitation courant après réassurance	**738 112,84**	**2 960 062,65**	**3 698 175,49**	**3 086 003,62**
Autres produits nets	12,19	-	12,19	12,19
Résultats exceptionnels	1 862,60	1 161,35	3 023,95	-17 011,67
Impôt sur le résultat	-263 912,95	-984 592,07	-1 248 505,02	-1 046 646,34
Résultat net de l'ensemble combiné	**476 074,68**	**1 976 631,93**	**2 452 706,61**	**2 022 357,80**

Les produits d'exploitation sont constitués :

- **des cotisations acquises,** c'est-à-dire des cotisations émises augmentées des :
  - variations sur provisions pour cotisations restant à émettre et relatives aux cotisations échues,
  - reprises sur provisions pour cotisations non acquises constatées les exercices précédents et acquises à l'exercice,
  - et diminuées de la variation de provisions pour cotisations restant à annuler.

Les charges de prestations sont constituées :

- des prestations servies,
- des variations de provisions pour prestations restant à payer et des provisions pour probabilité de maintien en prestations.

Les charges de gestion sont constituées des frais d'acquisition et d'administration qui correspondent aux charges par nature ventilées en charges par destination.

	31 décembre 2015			31 décembre 2014		
Détail des frais de fonctionnement	Opérations vie	Opérations non vie	Total	Opérations vie	Opérations non vie	Total
Frais d'acquisition	2 161 363	1 101 452	3 262 815	1 739 869	955 497	2 695 366
Frais d'administration	2 181 928	1 349 047	3 530 975	2 134 677	1 389 537	3 524 214
Frais de gestion des prestations	596 385	370 575	966 961	546 361	326 901	873 262
Frais de gestion financière	128 527	37 975	166 502	155 017	54 373	209 390
Total des frais généraux	**5 068 203**	**2 859 050**	**7 927 253**	**4 575 923**	**2 726 308**	**7 302 231**

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 7 927 253 euros à rapprocher des charges de fonctionnement de 7 302 231 euros fin 2014 et 6 600 454 euros fin 2013.

Le ratio des charges par destination rapportées aux cotisations de l'exercice représente :

- Pour l'activité vie : 51,09 % (en 2014 = 43,58 % et en 2013 = 37,49 %)
- Pour l'activité non vie : 38,14 % (en 2014 = 31,11 % et en 2013 = 26,35 %)

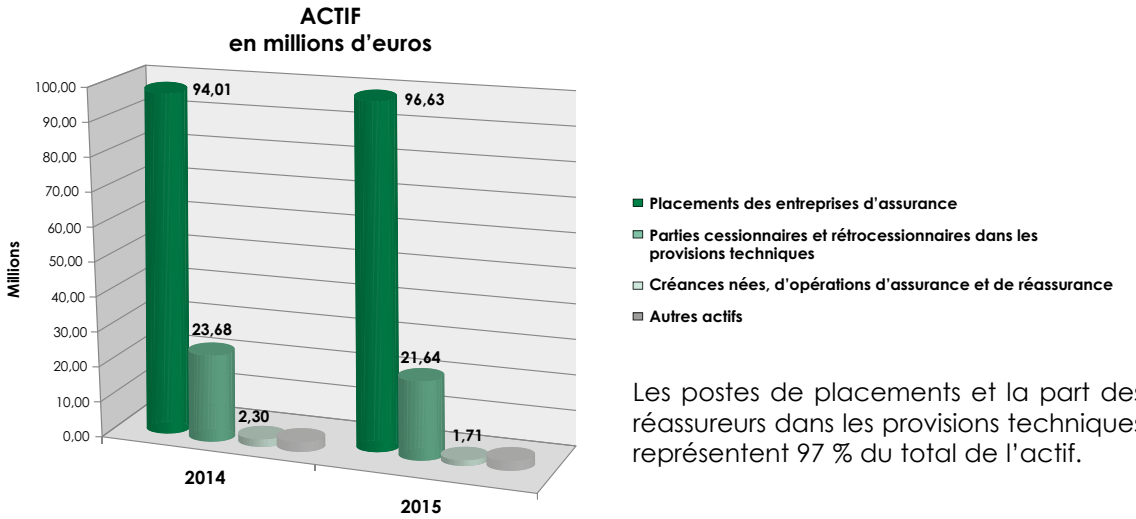
Le résultat financier s'élève à :

	31 décembre 2015			31 déc. 2014
	Opérations vie	Opérations non vie	Total N	Total N-1
Produits financiers nets de frais	1 580 805,81	1 887 471,76	3 468 277,57	2 875 282,90
Frais de gestion	128 527,12	37 975,23	166 502,35	98 104,70
Produits financiers	1 709 332,93	1 925 446,99	3 634 779,92	2 973 387,60
Valeurs nettes au bilan :				
Placements au 1er janvier	47 610 517,68	46 408 345,39	94 018 863,07	88 812 827,00
Placements au 31 décembre	49 036 430,24	47 595 857,11	96 632 287,35	92 142 032,00
Ratio de taux moyen de rendement	**3,54 %**	**4,10 %**	**3,81 %**	**3,29 %**

Comptes combinés de MUTLOG et MUTLOG Garanties

A l'actif :

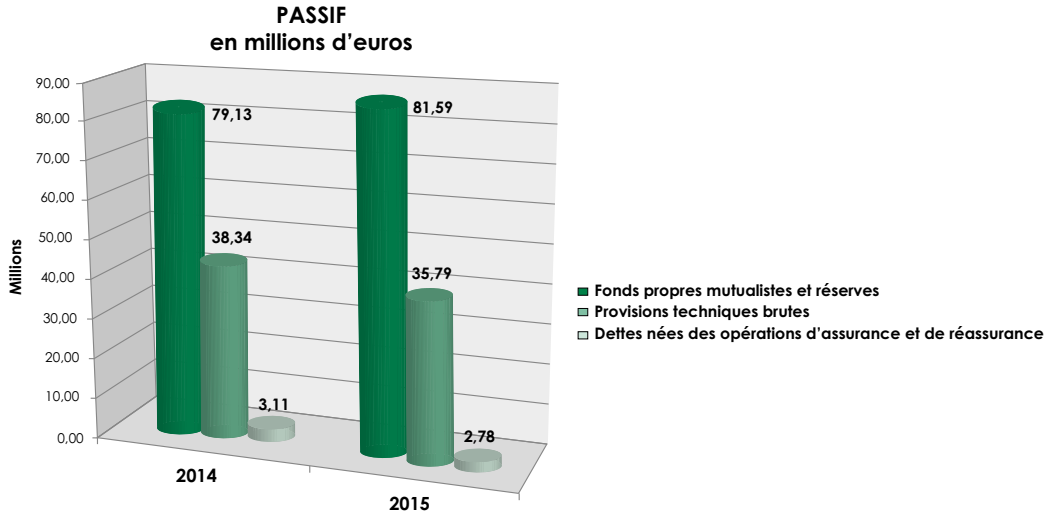
ACTIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Actifs incorporels	36,00	36,00
Placements des entreprises d'assurance	96 630 146,15	94 014 504,77
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	21 638 745,88	23 684 511,82
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	1 710 534,61	2 302 368,89
Autres actifs	2 759 278,38	3 221 012,38
Total de l'actif	**122 738 741,02**	**123 222 433,86**



Les postes de placements et la part des réassureurs dans les provisions techniques représentent 97 % du total de l'actif.

Au passif :

PASSIF (en euros)	**31 déc. 2015**	**31 déc. 2014**
Fonds propres mutualistes et réserves	81 586 947,62	79 134 241,01
Provisions techniques brutes	35 785 145,77	38 341 183,61
Provisions risque et charges	740 551,61	784 535,33
Fonds dédiés	320 001,93	322 258,23
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	2 782 567,88	3 113 037,66
Autres passifs	1 523 526,21	1 527 178,02
Total du passif	**122 738 741,02**	**123 222 433,86**



Les postes des fonds propres mutualistes et les provisions techniques représentent 95,63 % du total du passif (à comparer à 95,34 % l'an passé).

Passif réglementé	**2015**	**2014**
Provisions pour Vie	2 850 750,31	2 480 322,54
Provisions pour sinistres Vie	3 482 910,47	3 712 725,48
Provisions pour participations aux excédents	7 024 170,02	7 024 170,02
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions VIE	***13 357 830,80***	***13 217 218,04***
Provisions pour cotisations non acquises Non-Vie	1 062 377,35	1 395 226,79
Provisions pour sinistres Non-Vie restant à payer	4 855 220,68	5 406 078,99
Autres provisions techniques Non-Vie	16 509 716,94	18 322 659,79
Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions NON-VIE	***22 427 314,97***	***25 123 965,57***
Total provisions techniques	**35 785 145,77**	**38 341 183,61**
Dettes privilégiées	115 251,84	63 752,66
Total Passif réglementé	**35 900 397,61**	**38 404 936,27**

Instruments financiers

Les placements constituent 78,73 % de l'actif (76,30 % en 2014 et 75,27 % en 2013) et s'élèvent à 96,63 millions d'euros, dont :

- 2,029 millions d'euros de terrains et construction net de 0,558 million d'euros d'amortissements
- 0,815 million d'euros de parts de la SCI quai de la seine (représentant le siège social)
- 0,094 million d'euros de parts de la SCI Palais de la Mutualité
- 0,601 million d'euros de parts dans la SCI Pierval Santé
- 93,091 millions d'euros constitués des autres valeurs mobilières de placements

S'agissant des valeurs mobilières, la valeur brute est de :	96 916 445 euros
La provision pour dépréciation à caractère durable est de :	- 286 299 euros
Soit un montant au bilan des valeurs mobilières de :	96 630 146 euros

L'état récapitulatif des placements est :

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 097 118	3 539 272	5 135 848
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	5 579 888	5 293 590	5 198 804
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	40 186 676	40 186 676	41 526 947
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	30 420 639	30 578 044	32 953 119
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	32 465	32 465	32 551
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	17 000 100	17 000 100	17 000 100
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en unités de compte	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**97 316 886**	**96 630 146**	**101 847 369**

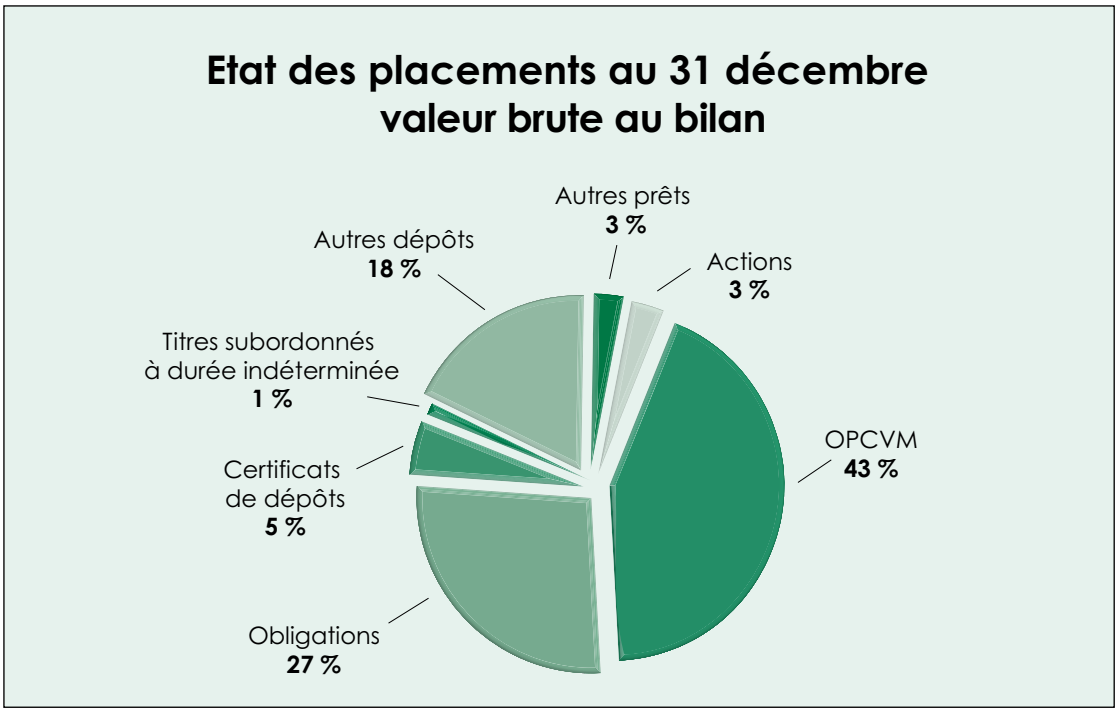
Hors les autres dépôts qui représentent 17,03 millions d'euros en valeur nette inscrite au bilan, les placements se répartissent de la manière suivante :

a) Dont	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- Placements évalués selon l'article R 212-52 (titres amortissables)	30 420 639	30 578 044	32 953 119
- Placements évalués selon l'article R 212-53 (titres non amortissables)	49 896 147	49 052 002	51 894 149
- Placements évalués selon l'article R 212-37 (garanties à capital variable)	-	-	-
	80 316 786	**79 630 046**	**84 847 269**

La répartition des placements hors immobilier est la suivante :

Structure du portefeuille	31/12/2015	31/12/2014
Actions	3,31 %	2,23 %
OPCVM	43,24 %	46,53 %
Obligations	26,87 %	25,49 %
Certificats de dépôts	4,84 %	6,08 %
Titres subordonnés à durée indéterminée	0,81 %	0,83 %
Autres titres subordonnés	0,22 %	0,22 %
Autres dépôts	18,29 %	13,93 %
Autres prêts	2,42 %	4,69 %
A2c - Total autres placements	**100,00 %**	**100,00 %**

L'allocation des placements avec l'immobilier :



Conformément à la réglementation, et aux règles prudentielles, ils font l'objet de corrections de valeurs, ligne par ligne :

- pour les valeurs amortissables :
  - produits à recevoir sur différence de remboursement,
  - amortissement sur différence de remboursement,
  - constitution - dans les comptes sociaux - de la réserve de capitalisation en cas de réalisation des titres avant leur terme.
- Pour les valeurs non amortissables :
  - provision pour dépréciation à caractère durable calculée ligne à ligne dès lors que la dégradation de la valeur est supérieure à 20 %.
  - provision pour risque d'exigibilité au global des valeurs non amortissables, dotation répartie sur 3 ans. Elle n'a pas lieu d'être constituée au titre de cet exercice.

Les placements sont gérés - avec l'appui d'un conseil financier - dans le respect du cadre de référence fixé par le conseil d'administration.

Ce cadre de référence intègre à la fois :

- les réglementations en vigueur, les règles fixées par le décret du 2 mai 2002 résultant du code de la Mutualité - règles prudentielles : dispersion du risque,
- l'analyse du couple risque / rentabilité des instruments financiers retenus,
- l'horizon de durée de placement à court, moyen et long terme, notamment au regard de l'analyse gestion actif - passif.

Le court terme est placé en OPCVM monétaires avec un maximum de 10 à 20 % d'OPCVM diversifiés.
Le moyen et long terme est positionné dans la mesure du possible :

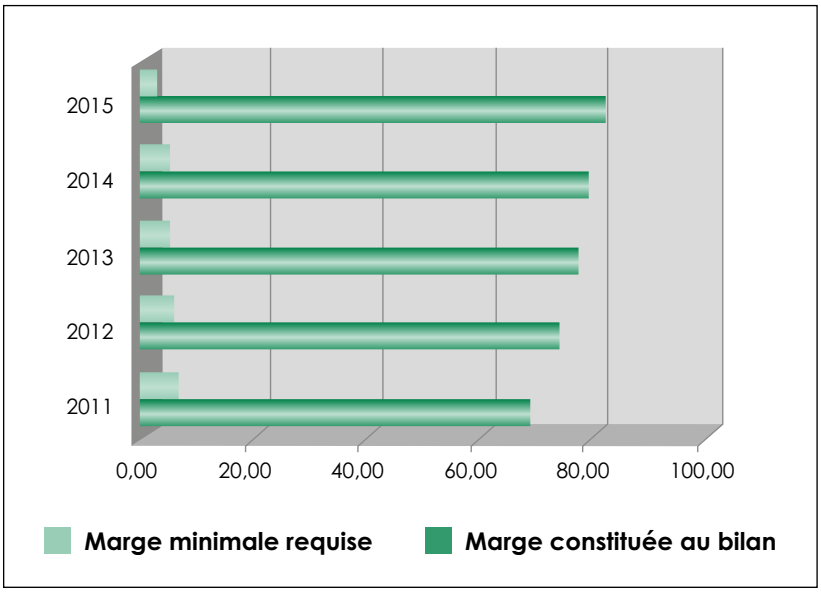
- sur des lignes obligataires en direct 75 % à 85 %, avec comme objectif des notations de AAA à BBB des émetteurs.
- avec un maximum de :
  - 5 % d'actions (en direct ou OPCVM) pour les fonds réglementés,
  - 15 % d'actions (en direct ou OPCVM) pour les fonds libres.

Dans le cas où le marché est incertain, les placements sont effectués sur des OPCVM sécurisés de type monétaire.

Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

	2015	2014
Total des passifs réglementés	**35 900 398**	**38 404 936**
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32	**35 900 398**	**38 404 936**
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-
Autres placements mentionnés du 1° au 17° de l'article R.212-31	93 090 875	90 354 380
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R.212-31	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R.212-31	643 660	639 791
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R.212-35	22 476 038	23 525 601
Total des placements et actifs assimilés	**116 210 573**	**114 519 772**

Le ratio de couverture des actifs admis sur le passif réglementé est de 3,24 (2,98 en 2014).



Affectation de résultat

Le conseil d'administration de chacune des mutuelles propose de mettre aux résolutions des prochaines assemblées générales les affectations de résultat des comptes sociaux de la manière suivante :

- Affectation du résultat en autres réserves.

Sur l'ensemble combiné, les autres réserves s'élèveront à 71 084 239 euros après le vote des résolutions (69 061 882 euros en 2014).

Fonds mutualistes et réserves

Les fonds mutualistes et réserves de l'ensemble combiné des deux mutuelles s'élèvent à 81 586 946 euros, et sont constitués de :

- fonds d'établissement de 3 050 000 euros
- apport sans droit de reprise de 5 000 000 euros
- autres réserves 71 084 239 euros
- résultat de l'exercice : 2 452 707 euros

Fonds propres	2014	Affectation du résultat	Autres	Apport	Résultat de l'exercice	2015
Fonds d'Etablissement						
Fonds d'Etablissement MUTLOG	1 500 000	-	-	-	-	1 500 000
Fonds d'Etablissement MUTLOG Garanties	1 550 000	-	-	-	-	1 550 000
Apport sans droit de reprise	5 000 000	-	-	-	-	5 000 000
Total fonds d'Etablissement	**8 050 000**	**-**	**-**	**-**	**-**	**8 050 000**
Réserves & report à nouveau						
Réserves Mutlog	29 808 256	356 514	-	-	-	30 164 770
Réserves Mutlog Garanties	39 253 625	1 665 979	-	-	-	40 919 604
Impact de l'impôt différé	-	-135	-	-	-	-135
Report à nouveau MUTLOG	-	-	-	-	-	-
Report à nouveau MUTLOG Garanties	-	-	-	-	-	-
Total réserves & report à nouveau	**69 061 882**	**2 022 358**	**-**	**-**	**-**	**71 084 239**
Résultat de l'exercice						
Retraitement de la PRE	-	-	-	-	-	-
Retraitement de l'impôt différé	-135	135	-182 594	-	-	-182 594
Résultat de l'exercice MUTLOG	356 514	-356 514	80 127	-	476 075	556 202
Résultat de l'exercice MUTLOG Garanties	1 665 979	-1 665 979	102 467	-	1 976 632	2 079 099
Total résultat de exercice la combinaison	**2 022 358**	**-2 022 358**	**-**	**-**	**2 452 707**	**2 452 707**
TOTAL	**79 134 240**	**-**	**-**	**-**	**2 452 707**	**81 586 946**

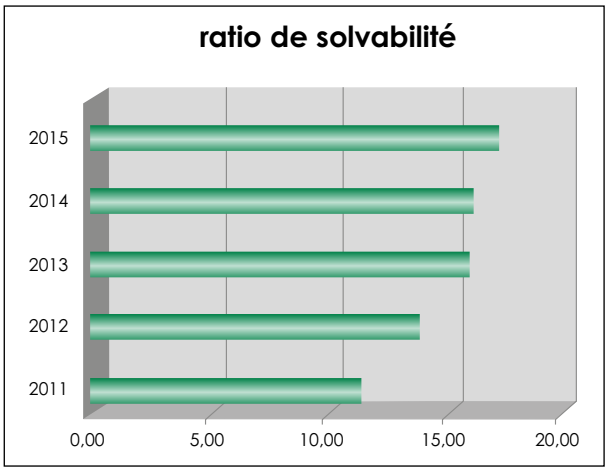
La marge de solvabilité :

Au 31 décembre, les éléments constitutifs de la marge de solvabilité s'élèvent à 81 586 948 euros.

Marge de solvabilité	31/12/2015	31/12/2014
MS au bilan	81 586 948	79 134 241
Exigence de MS minimum requise	4 772 002	4 976 300
Insuffisance éventuelle		
MS bilan < FG minimum	-	-
Ratio de MS	**17,10**	**15,90**

L'exigence de marge de solvabilité requise est de 4 772 002 euros, le ratio de marge de solvabilité constituée est de 17,10 fois l'exigence de marge (15,90 fois l'an passé).

Le résultat net global de l'exercice sur l'ensemble combiné est excédentaire de 2 452 707 euros.



Conseil d'administration

Sommes versées en application de l'article L.114-26 :

Les indemnités allouées aux Président et Trésorier Général du Conseil d'Administration, les sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours sont précisés dans les règles et méthodes au chapitre F2.

Rémunérations versées aux dirigeants salariés :

MUTLOG et MUTLOG Garanties ne disposent d'aucun dirigeant salarié au sens de l'article L114-19 du code de la Mutualité.

Liste des mandats et fonctions exercés par chacun des administrateurs des deux Mutuelles :

Membres du conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties au 31 décembre 2015			
Nom et prénom	**Echéance du mandat**	**Fonction**	**Autres mandats et fonctions**
Erwan Audouit	AG 2017	Administrateur	
Frédéric Bérenguer		Président d'Honneur	
Dominique Boillot	AG 2021	Administrateur représentant la CFDT	
Michel Bonfils	AG 2019	Administrateur	
Frédéric Brossier	AG 2019	Administrateur	
Rémy Brunck	AG 2021	Administrateur	
Philippe Brunet	AG 2017	Président	Administrateur MFP Administrateur Mutualité française Ile-de-France Membre du comité d'audit Ociane
Marcel Caballero	AG 2017	Administrateur honoraire	
Jean-Baptiste Dolci	AG 2017	Trésorier général adjoint représentant la CGT-FO	
Alain Faccini	AG 2017	Administrateur représentant la CGT	
Jean Frébourg		Président d'Honneur	
Willy Gitler		Président d'Honneur	
Jean-Marc Harmand	AG 2021	Administrateur	
Elisabeth Havis	AG 2021	Administrateur	Administrateur MATMUT
Thierry Le Bozec	AG 2019	Administrateur	
Jacques Lépron	AG 2019	Secrétaire général adjoint représentant l'ACMIL	

Membres du conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties au 31 décembre 2015 (suite)			
Nom et prénom	**Echéance du mandat**	**Fonction**	**Autres mandats et fonctions**
Yvon Mansion	AG 2021	Secrétaire général	Secrétaire général du Centre Mutualiste Interprofessionnel Administrateur de la Mutualité de Picardie Administrateur de l'UTMIF Délégué MATMUT
Jean de Mathan	AG 2017	Administrateur représentant la CFTC	
Christophe Ollivier	AG 2019	2ème Vice-président représentant la FNMF	
Christian Oyarbide	AG 2017	1er Vice-président	Directeur Général, Dirigeant opérationnel MUTEX Union Vice-président ADOM Associé gérant COMUT Secrétaire Général Cercle Vivienne
Yves Potier		Président d'Honneur	
Christian Sol	AG 2017	Administrateur	
Guy Sudre	AG 2021	Administrateur	
Martine Vély	AG 2021	Trésorier général	Vice-président de la SCPI PIERVAL Santé
François Yence	AG 2019	Administrateur	

Sont invités aux réunions du conseil d'administration de MUTLOG, Willy Gitler et Jean Frébourg, présidents d'honneur.

Sont invités aux réunions du conseil d'administration de MUTLOG Garanties, Frédéric Berenguer et Yves Potier, présidents d'honneur.

Est invité aux réunions des conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties, Marcel Caballero, administrateur honoraire.

Toutes informations ont été données aux commissaires aux comptes en vue de l'élaboration de leur rapport spécial sur les conventions réglementées

Filiales et participations

Prise de participation dans les mutuelles soumises aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité :

Aucune prise de participation n'est réalisée dans les sociétés soumises aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité.

Liste des organismes avec lesquels les mutuelles constituent un groupe au sens de l'art. L.212-7 :

LE GIE de moyens :

- Les services communs sont étendus à travers le GIE de moyens "GIE Groupe ACMIL" à l'ACMIL, MUTLOG et MUTLOG Garanties
- La part des frais de fonctionnement du GIE prise en charge par les deux mutuelles est de 5 714 418 euros sur un total de 5 891 086 euros, dont :

  - MUTLOG : **3 722 211 euros**, soit **63,18 %** des moyens du GIE
  - MUTLOG Garanties : **1 992 207 euros**, soit **33,82 %** des moyens du GIE.

Convention entre MUTLOG et MUTLOG Garanties :

Dans le cadre de la réorganisation des mutuelles, et dans un esprit d'unité de gestion il convient de noter le :

- mandat de recouvrement des cotisations, y compris la cotisation au Fonds d'entraide donné à Mutlog par décision du Conseil d'Administration du 11 juin 2002 ;
- mandat de paiement des prestations donné à MUTLOG par décision du Conseil d'Administration du 23 octobre 2002.

Ainsi, toutes les opérations effectuées sont enregistrées en compte courant :

- au débit dans les comptes sociaux de MUTLOG Garanties : les cotisations émises nettes d'annulation ;
- au crédit dans les comptes sociaux de MUTLOG Garanties : les prestations payées.

et inversement au compte courant réciproque dans les comptes sociaux de MUTLOG, sachant que les opérations techniques sont générées en écritures comptables dans chacune des mutuelles au moment du fait générateur.

Le solde du compte courant est réglé par la partie débitrice à la partie créditrice dans les meilleurs délais et, a minima, une fois par trimestre.

Transferts financiers entre mutuelles et unions :

Le conseil d'administration constate qu'il n'existe aucun transfert financier entre les mutuelles et des unions.

Autres :

Le conseil d'administration constate qu'il n'existe aucun lien entre la mutuelle et des organismes détenant directement ou indirectement une fraction du capital d'une entreprise régie par le code des assurances.

Autres participations :

Les mutuelles détiennent 20 % du capital social de la SCI Quai de Seine, propriétaire de l'immeuble d'exploitation qui abrite le siège social, pour un montant de 815 419 euros.

Elles détiennent également des parts de la SCI du Palais de la Mutualité pour 94 340 euros.

Les états financiers

Bilan de l'ensemble de combinaison

Compte de résultat de combinaison entre MUTLOG et MUTLOG Garanties

Annexe aux comptes

Bilan de l'ensemble de combinaison

au 31 décembre 2015

ACTIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Ecarts d'acquisition	**-**	**-**
Actifs incorporels - portefeuille de contrats	-	-
Actifs incorporels - autres	36,00	36,00
Actifs incorporels	**36,00**	**36,00**
Terrains et constructions	3 539 271,61	3 660 124,39
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	-	-
Autres placements	93 090 874,54	90 354 380,38
Placements des entreprises d'assurance	**96 630 146,15**	**94 014 504,77**
Placements représentant les provisions techniques afférentes aux opérations en unités de comptes	**-**	**-**
Placements des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Placements des autres entreprises	**-**	**-**
Placements des autres entreprises	**-**	**-**
Titres mis en équivalence	**-**	**-**
Part des garants dans les eng. techn. donnés en substitution	**-**	**-**
Provisions techniques (Vie)	3 747 006,08	3 679 523,10
Provisions techniques (non Vie)	17 891 739,80	20 004 988,72
Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**21 638 745,88**	**23 684 511,82**
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	**1 710 534,61**	**2 302 368,89**
Créances sur la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Créances sur les entreprises du secteur bancaire	**318 967,67**	**466 680,99**
Autres créances	**88 350,64**	**243 601,67**
Immobilisations corporelles	893 159,96	933 389,49
Autres	1 458 800,11	1 577 340,23
Autres actifs	**2 351 960,07**	**2 510 729,72**
Différences de conversion	**-**	**-**
TOTAL DE L'ACTIF	**122 738 741,02**	**123 222 433,86**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Fonds d'établissement	8 050 000,00	8 050 000,00
Réserves et report à nouveau	71 084 241,01	69 061 883,21
Résultat de l'exercice	2 452 706,61	2 022 357,80
Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Subventions nettes	-	-
Fonds propres mutualistes et réserves	**81 586 947,62**	**79 134 241,01**
Intérêts minoritaires	**-**	**-**
Passifs subordonnés	**-**	**-**
Provisions techniques vie	13 357 830,80	13 217 218,04
Provisions techniques non vie	22 427 314,97	25 123 965,57
Provisions techniques brutes	**35 785 145,77**	**38 341 183,61**
Provisions techniques en UC	**-**	**-**
Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
Provisions pour risques et charges	**740 551,61**	**784 535,33**
Fonds dédiés	**320 001,93**	**322 258,23**
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	**2 782 567,88**	**3 113 037,66**
Dettes envers la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Dettes représentées par des titres	**-**	**-**
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Autres dettes	**1 236 458,77**	**1 289 012,35**
Comptes de régularisation passif	**287 067,44**	**238 165,67**
Différence de conversion	**-**	**-**
TOTAL DU PASSIF	**122 738 741,02**	**123 222 433,86**

Compte de résultat

Exercice 2015 (en euros)		
	Opérations Vie	Opérations non Vie
Cotisations	9 919 828,24	7 163 350,08
Variation de cotisations non acquises	-	332 849,44
Cotisations acquises	**9 919 828,24**	**7 495 199,52**
Produits d'exploitation bancaires	-	-
Chiffres d'affaires ou produits des autres activités	-	-
Autres produits d'exploitation	**181 149,71**	**850 487,08**
Produits financiers nets de charges	**1 520 805,81**	**1 887 471,76**
Total des produits d'exploitation courants	**11 681 783,76**	**10 234 158,36**
Charges de prestations	-3 891 904,04	-5 355 920,00
Charges de provisions	-370 427,77	1 812 942,85
Autres provisions pour égalisation	-	-
Charges de prestations d'assurance	**-4 262 333,81**	**-3 542 977,15**
Charges ou produits nets des opérations données en substitution	**-**	**-**
Cotisations cédées	-5 937 852,51	-4 479 526,45
Prestations cédées	3 124 765,58	2 780 066,04
Commissions reçues du réassureur	559 074,53	421 385,80
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**-2 254 012,40**	**-1 278 074,61**
Charges d'exploitation bancaires	**-**	**-**
Charges des autres activités	**-**	**-**
Frais d'acquisition	-2 161 362,53	-1 101 452,18
Frais d'administration	-2 181 927,56	-1 349 047,23
Autres charges techniques et non techniques	-84 034,62	-2 544,54
Charges de gestion	**-4 427 324,71**	**-2 453 043,95**
Total des charges d'exploitation courante	**-10 943 670,92**	**-7 274 095,71**
Résultat d'exploitation courante	**738 112,84**	**2 960 062,65**
Autres produits nets	**12,19**	**-**
Résultats exceptionnels	**1 862,60**	**1 161,35**
Impôt sur le résultat	**-263 912,95**	**-984 592,07**
Impact de l'entrée en fiscalité à l'ouverture	**-**	**-**
Résultat intermédiaire	**476 074,62**	**1 976 631,93**
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**-**	**-**
Engagements à réaliser sur ressources affectées	**-**	**-**
Résultat net des entreprises intégrées	**-**	**-**
Quote part des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	**-**	**-**
Résultat net de l'ensemble consolidé	**-**	**-**
Intérêts minoritaires	**-**	**-**
Résultat net de l'ensemble combiné	**476 074,68**	**1 976 631,93**

31 décembre 2015				31 décembre 2014
Autres activités mutualistes	Activités bancaires	Autres activités	Total N	Total N-1
-	-	-	17 083 178,32	18 843 812,16
-	-	-	332 849,44	418 657,98
-	**-**	**-**	**17 416 027,76**	**19 262 470,14**
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	**-**	**-**	**1 031 636,79**	**778 400,13**
	-	**-**	**3 468 277,57**	**2 875 282,90**
-	**-**	**-**	**21 915 942,12**	**22 916 153,17**
-	-	-	-9 247 826,04	-11 170 770,40
-	-	-	1 442 515,08	366 481,26
-	-	-	-	-
	-	**-**	**-7 805 310,96**	**-10 804 289,14**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	-	-	-10 417 378,96	-12 168 901,04
-	-	-	5 904 831,62	8 277 512,43
-	-	-	980 460,33	1 106 946,84
	-	**-**	**-3 532 087,01**	**-2 784 441,77**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	-	-	-3 262 814,7	-2 695 365,88
-	-	-	-3 530 974,79	-3 524 213,59
	-	-	-86 579,16	-21 839,17
-	**-**	**-**	**-6 880 368,66**	**-6 241 418,64**
-	**-**	**-**	**-18 217 766,63**	**-19 830 149,55**
-	**-**	**-**	**3 698 175,49**	**3 086 003,62**
-	**-**	**-**	**12,19**	**12,19**
-	**-**	**-**	**3 023,95**	**-17 011,67**
-	**-**	**-**	**-1 248 505,02**	**-1 046 646,34**
-	**-**	**-**	**-**	
-	**-**	**-**	**2 452 706,61**	**2 022 357,80**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**2 452 706,61**	**2 022 357,80**

L'annexe aux comptes

Dans le cadre de la réglementation, le règlement du CRC 2002.08 - *(Jo du 25 mai 2003)* étend aux mutuelles régies par le code de la mutualité (article L212-7) l'application du règlement du CRC 2000-05 sur l'obligation d'établir des comptes combinés.
Ces dispositions sont appliquées depuis les comptes de l'exercice 2004.

Le périmètre de combinaison

Par décision des conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG Garanties, la convention de combinaison signée le 26 octobre 2004 définit le périmètre de combinaison :

- **MUTLOG** : mutuelle combinante, qui assure la branche 20 : Vie-décès, perte totale et irréversible d'autonomie.
- **MUTLOG Garanties** : mutuelle combinée, qui assure les branches d'activité :
  - branches 1-2 : invalidité - incapacité
  - branche 16 : perte d'emploi indemnisée

  Les branches d'activité de MUTLOG Garanties sont subordonnées à la branche 20 (Décès - Perte totale et irréversible d'autonomie - PTIA) assurée par MUTLOG.

Les deux mutuelles clôturent leurs comptes au 31 décembre.
Sont exclus du périmètre de combinaison :

- La SCI quai de Seine : les mutuelles détiennent respectivement 8 % - MUTLOG - et 12 % - MUTLOG Garanties - du capital social, soit 20 % pour l'ensemble combiné, la SCI ne présente aucun endettement financier.
- Le "GIE Groupe ACMIL" : le GIE procède à la répartition intégrale des charges et respecte une totale transparence. Le GIE de moyens ne reçoit aucune ressource spécifique, et n'a pas d'endettement financier.

A - Faits caractéristiques de l'exercice

A.1. Les faits marquants des mutuelles :

Les faits survenus au cours de l'exercice sont donc :

POUR MUTLOG et MUTLOG Garanties :

- Conformément aux résolutions de l'assemblée générale du 9 juin 2015, la mutuelle a décidé :
  - La reconduction du traité en excédent de plein pour les prêts bancaires avec le maintien de plein de conservation à 20 000 euros par tête en vie et 2 000 euros d'échéance annuelle du prêt en non vie.
  - La reconduction du traité de réassurance en quote part à 50/50 pour les prêts sociaux
  - La reconduction du traité en quote part 75/25 pour le contrat Crédit Coopératif signé à effet mars 2012.
  - La reconduction de l'allocation d'une indemnité de fonctions au Président et au Trésorier Général.

POUR MUTLOG Garanties :

- La demande de retrait d'agrément de la branche 15 (caution) adressée à l'ACPR le 16 novembre 2015.

A.2. Les faits marquants à travers le GIE de moyens :

Dans le cadre de la gestion du GIE de moyens "GIE Groupe ACMIL", il convient de noter :

- Le résultat excédentaire de 45 470 60 € de l'exercice est égal à la variation des reprises de provisions pour engagements sociaux (IFC et Médailles du travail). Les charges non appelées auprès des mutuelles (sauf lorsqu'elles donnent lieu à un décaissement effectif) sont provisionnées directement dans leurs bilans respectifs.

1 - Investissements :

Le GIE a procédé à 373 014,13 € d'investissements dont notamment :

- L'achat d'un serveur IBM POWER 8 pour 251 983,20 € et d'un serveur X3650 M4 pour 56 318,40 € et d'autres matériels informatiques pour 8 120,70 €.
- Le remplacement du dispositif intrusion pour 20 812,03 €.
- Des dépenses de licences pour le logiciel ANAEL Finances séries pour 9 360 €, celle d'Arondor à hauteur de 9 613,80 €, la mise à jour du logiciel WINDEV 15 pour 6 096,00 € ont été comptabilisées en logiciels.
- L'achat d'autres matériels pour 4 852,80 € et de mobiliers de bureaux pour 5 857,20 €.

2 - Estimation des engagements sociaux pour le compte des mutuelles :

- Les estimations des provisions IFC et Médailles du travail sont faites selon la méthode actuarielle. A fin 2015, le taux d'actualisation utilisé est de 0,830 % contre 1,334 % en 2014, et correspond à la moyenne déflatée des taux de rendement des OAT TEC 10, compte tenu de la prise en compte du taux d'inflation dans l'évolution des salaires.

  Le calcul intègre la préconisation du comité des rémunérations du 18 décembre 2014 concernant la formalisation des conditions d'accompagnement des départs en retraite (procès-verbal approuvé lors de la séance du comité du 21 mai 2015).
- L'ensemble des charges du GIE est répercuté auprès des membres sous forme d'appels de fonds dans la limite des règles fiscales. Les variations de charges non refacturées font apparaître un résultat.

  Ces écarts de résultat seront affectés aux membres au moment où ils deviendront des charges payées.

  Dans cette attente et pour matérialiser leur engagement solidaire, les membres s'engagent à provisionner dans leurs propres comptes, à chaque clôture, la part des écarts de résultat du GIE leur revenant relatives aux provisions pour risques et charges.

  En contrepartie de ces charges non appelées, les membres ont émis leurs lettres d'engagement solidaires pour prendre en charge la part du résultat déficitaire du GIE leur revenant.

  L'engagement de MUTLOG de 421.504,44 € et de MUTLOG Garanties de 319 047 17 € font l'objet d'une provision pour charge non appelée par le GIE Groupe Acmil.

3 - Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE :

Le CICE est entré en vigueur depuis le 1er janvier 2013 pour toutes les entreprises embauchant des salariés et soumises à l'impôt sur les sociétés. Il est calculé sur le montant des rémunérations inférieures à 2,5 Smic calculés pour un an.
Le CICE calculé au sein du GIE Groupe Acmil a été comptabilisé au débit d'un sous-compte 444000 Etat- Impôt sur les sociétés par le crédit d'un compte 649000 - CICE.
Le montant du CICE a été refacturé pour chaque membre du GIE Groupe Acmil en fonction de la clé de répartition Frais de personnel. Par transparence du GIE, le compte 444100 est soldé et le crédit d'impôt est constaté dans la comptabilité des membres et dans leurs déclarations fiscales.

B - Référentiel comptable et réglementaire

B.1. Notes sur les règles et méthodes des mutuelles :

Les comptes combinés de l'exercice 2015 ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur applicable aux mutuelles, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable, des arrêtés ministériels, de l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux règles prudentielles, et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes combinés sont établis par intégration globale.

Les comptes sociaux des deux mutuelles respectent l'homogénéité des méthodes utilisées tant dans la valorisation des actifs et / ou dépréciation de ces derniers, que dans l'évaluation des amortissements et provisions à caractère général gérés au sein du GIE de moyens.

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties sont neutralisés dans les comptes combinés.

Il en est de même des :

- Opérations éventuelles affectant le tableau des engagements reçus et des engagements donnés.
- Provisions pour risque d'exigibilité.

B.2. Notes sur les règles et méthodes du GIE de moyens :

Les charges et produits d'exploitation du GIE Groupe ACMIL ont été répartis entre les membres sur la base de critères identifiables et justifiables en fonction de l'activité et des volumes traités, et conformément aux clés de répartition approuvées par les instances statutaires.

Les dépenses d'investissements font l'objet d'un suivi spécifique en comptes courants tant au niveau global pour le GIE qu'au niveau de chaque membre.

C - Informations sur les postes de l'actif du bilan

C.1. Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation :

Les actifs sont valorisés au coût historique.

Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation sont détaillés ci-dessous :

	Valeur brute au 31/12/2014	Augmentation	Diminution et transfert	Valeur brute au 31/12/2015	Amortissement prov. pour dépréciation	Montant net au 31/12/2015
Actifs incorporels						
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Frais de développement	-	-	-	-	-	-
- Autres actifs incorporels	36,00	-	-	36,00		36,00
Total actifs incorporels	**36,00**	**-**	**-**	**36,00**	**-**	**36,00**
Placements immobiliers						
Terrains et constructions						
- Terrains et constructions	2 587 088,63	-	-	2 587 088,63	-557 846,16	2 029 242,47
- Parts de sociétés cotées à objet foncier	-	-	-	-	-	-
- Immeubles bâtis hors immeuble d'exploitation	-	-	-	-	-	-
- Parts et actions en sociétés immobilières non côtées	1 510 029,14	-	-	1 510 029,14	-	1 510 029,14
- Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Terrains et constructions en cours	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Terrains affectés à une construction en cours	-	-	-	-	-	-
- Immeubles en cours	-	-	-	-	-	-
- Immeubles d'exploitation en cours	-	-	-	-	-	-
Total placements immobiliers	**4 097 117,77**	**-**	**-**	**4 097 117,77**	**-557 846,16**	**3 539 271,61**
Total titres de propriété	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total autres titres de placements	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs corporels d'exploitation						
- Dépôts et cautionnements	91 469,42	-	-	91 469,42	-	91 469,42
- Actifs corporels d'exploitation (C/C investissements du GIE)	841 920,07	378 733,87	-418 963,40	801 690,54	-	801 690,54
Total actifs corporels d'exploitation	**933 389,49**	**378 733,87**	**-418 963,40**	**893 159,96**	**-**	**893 159,96**
TOTAL GENERAL	**5 030 543,26**	**378 733,87**	**-418 963,40**	**4 990 313,73**	**-557 846,16**	**4 432 467,57**

Les **placements immobiliers** sont constitués :

- De l'immeuble de bureau sis au 10 rue Riquet - Paris 19e (valeur : 2 587 000 euros).
- 20 % des parts de la SCI quai de Seine - suite à l'acquisition de 10 % détenus par l'ACMIL- dont 8 % par MUTLOG et 12 % par MUTLOG Garanties, contre 5 % pour chaque mutuelle fin 2013. La SCI est propriétaire du siège social des 2 Mutuelles.
- De parts de la SCI Palais de la Mutualité pour 47 000 euros pour chacune des mutuelles.
- De parts de la SCPI Pierval Santé à hauteur de 600 000 euros.

Le poste immeuble de bureau est composé du terrain et des structures et composants. L'amortissement pratiqué est linéaire :

	Valeur brute 01/01	Augmen-tation	Diminution	Valeur brute 31/12	Taux d'amort.	Amortisse-ments fin d'exercice	Valeur nette	dotation de l'exercice	Durée d'amort.
Terrain	530 000,00	-	-	530 000,00	-	-	**530 000,00**	-	-
Gros œuvre Structure	642 000,00	-	-	642 000,00	2,50 %	144 450,00	**497 550,00**	16 050,00	40 ans
Etanchéité	160 500,00	-	-	160 500,00	5,00 %	72 225,00	**88 275,00**	8 025,00	20 ans
Chauffage	56 612,10	-	-	56 612,10	6,67 %	13 535,20	**43 076,90**	3 774,14	15 ans
Climatisation	236 046,65	-	-	236 046,65	6,67 %	56 435,62	**179 611,03**	15 736,44	15 ans
Electricité	179 619,81	-	-	179 619,81	6,67 %	42 944,71	**136 675,10**	11 974,65	15 ans
Façades	36 673,60	-	-	36 673,60	6,67 %	8 547,14	**28 126,46**	2 444,91	15 ans
Plomberie	48 578,87	-	-	48 578,87	6,67 %	11 321,76	**37 257,11**	3 238,59	15 ans
Menuiseries ext.	201 934,04	-	-	201 934,04	5,00 %	35 296,96	**166 637,08**	10 096,70	20 ans
Agencements int.	495 123,56	-	-	495 123,56	10,00 %	173 089,78	**322 033,78**	49 512,36	10 ans
Total	**2 587 088,63**	**-**	**-**	**2 587 088,63**		**557 846,17**	**2 029 242,46**	**120 852,79**	

Soit :

	Valeur brute 01/01	Augmen-tation	Diminution	Valeur brute 31/12	Taux d'amort.	Amortisse-ments fin d'exercice	Valeur nette	Dotation de l'exercice
Terrain	530 000,00	-	-	530 000,00		-	**530 000,00**	-
Immeuble	2 057 088,63	-	-	2 057 088,63		557 846,17	**1 499 242,46**	120 852,79
Total	**2 587 088,63**	**-**	**-**	**2 587 088,63**		**557 846,17**	**2 029 242,46**	**120 852,79**

Les **actifs corporels d'exploitation** sont constitués à travers le compte courant sur investissements du GIE de moyens : "GIE groupe ACMIL", en conséquence, seules les immobilisations corporelles du bien immeuble sont portées en propre par MUTLOG.

Les acquisitions d'immobilisations sont financées par les membres et leur montant est inscrit au crédit des comptes courants Investissements respectifs des membres, la répartition de leur financement étant faite en fonction de clés retenues pour les amortissements de l'année d'investissement.

Les comptes courants sont remboursés aux membres au rythme de comptabilisation des amortissements et proportionnellement aux montants apportés par chacun.

Au niveau du GIE le total des soldes des comptes courants "Investissements" des membres est égal à la valeur nette comptable des immobilisations acquises. Les taux d'amortissement pratiqués sont conformes aux préconisations du Plan Comptable Général.

C.2. Les autres placements :

Il convient de distinguer les valeurs amortissables des valeurs non amortissables.

C.2.1. Les valeurs amortissables :

En application de l'article R 212-52 du décret n° 2002 - 720 du 2 mai 2002 les valeurs amortissables sont comptabilisées à la valeur d'acquisition -hors coupons courus- augmentée de la différence entre ce prix d'acquisition et la valeur de remboursement (décote), qui est répartie sur la durée résiduelle des titres, ligne à ligne selon le mode actuariel.

Conformément à l'article R 212-52 du code de la mutualité, une provision pour dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal).

La réserve de capitalisation, lorsqu'elle est constituée dans les comptes sociaux, est retraitée dans les comptes combinés.

C.2.2. Les valeurs non amortissables :

Les valeurs non amortissables, autres que les valeurs mentionnées précédemment, sont inscrites au bilan à leur prix d'achat ou leur prix de revient à la date d'acquisition.

En application de l'article R 212-53, ces valeurs non amortissables donnent lieu à l'analyse ligne par ligne afin de constituer si besoin **une provision pour dépréciation à caractère durable.**

Pour l'arrêté des comptes 2015, les critères suivants ont été retenus pour déterminer la nécessité ou non de constater une provision pour dépréciation durable :
- une moins-value égale ou supérieure à 20 % du prix d'achat pendant 6 mois consécutivement avant la clôture.
- l'existence d'une provision pour dépréciation durable à l'ouverture.
- l'existence d'informations laissant penser que le titre a perdu durablement de sa valeur.

Lorsque la nécessité de constater une provision pour dépréciation durable se réalise alors celle-ci est calculée par différence entre le cours du titre à la clôture et son prix d'achat.

Au 31 décembre 2015, la provision pour dépréciation à caractère durable est de 286 299 euros contre 248 150 euros en 2014.

L'ensemble des placements en valeur nette comptable est de **96 630 146** euros et se répartit de la façon suivante :

- MUTLOG : ..... 48 952 234 euros
- MUTLOG Garanties : ..... 47 677 912 euros
- TOTAL valeur nette : ..... **96 630 146 euros**

Les placements sont constitués de :

Parts détenues sur la SCI quai de Seine :	815 420 euros
Parts détenues de la SCI Palais de la Mutualité	94 340 euros
Parts détenues de la SCPI Pierval Santé	600 270 euros
Terrains et constructions - 10 rue Riquet	2 029 242 euros
Autres placements :	93 090 874 euros
	96 630 146 euros

Autres placements : valeurs brutes - valeurs nettes	**Valeur brute au 31/12/2014**	**Différence de rembt à percevoir**	**Augmentation**	**Diminution et transfert**	**Valeur brute au 31/12/2015**	**Amortissement prov. pour dépréciation**	**Montant net au 31/12/2015**
Autres placements							
Actions	2 015 774,42	-	1 346 008,48	-	3 361 782,90	-286 298,54	3 075 484,36
Actions non cotées	2 218 105,50		-	-	2 218 105,50	-	2 218 105,50
OPCVM	42 090 765,88	-	-	-1 904 090,21	40 186 675,67	-	40 186 675,67
Dépôts au SFG	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total : valeurs non amortissables	**46 324 645,80**	**-**	**1 346 008,48**	**-1 904 090,21**	**45 766 564,07**	**-286 298,54**	**45 480 265,53**
Obligations	23 057 433,01	157 404,42	2 070 610,75	-	25 128 043,76	-	25 128 043,76
Certificat de dépôts	5 500 000,00	-	-	-1 000 000,00	4 500 000,00	-	4 500 000,00
Compte sur livret	11 000 000,00	-	4 400 100,00	-	15 400 100,00	-	15 400 100,00
Autres dépôts	3 600 000,00	-	-	-2 000 000,00	1 600 000,00	-	1 600 000,00
Titres subordonnés à durée indéterminée	750 000,00	-		-	750 000,00	-	750 000,00
Autres titres subordonnés	200 000,00	-	-	-	200 000,00	-	200 000,00
Autres prêts	33 256,15	-	-	-790,90	32 465,25	-	32 465,25
Total Autres placements	**90 465 334,96**	**157 404,42**	**7 816 719,23**	**-4 904 881,11**	**93 377 173,08**	**-286 298,54**	**93 090 874,54**
A2d - Dépôts espèces chez les cédantes	-	-	-	-	-	-	-
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-	-	-	-	-	-
A2d - Total dépôts espèces chez les cédantes	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Sur les valeurs non amortissables, la provision pour dépréciation à caractère durable est :

Mouvement de la provision pour dépréciation à caractère durable	
Provisions pour dépréciation à caractère durable au 1er janvier	-248 150,00
Provisions pour dépréciation sur les dépôts au 1er janvier	-
Dotations de l'exercice	-
Variation de l'exercice sur les dépôts	-
Variation de l'exercice	-38 148,54
Montants nets provisions sur les valeurs non amortissables	**-286 298,54**

En application de l'article R 212-24, ces valeurs non amortissables donnent lieu à une analyse globale afin de constituer une **provision pour risque d'exigibilité** dès lors que la valeur globale inscrite au bilan des placements visés à l'article R.212-53 - après déduction faite de la provision pour dépréciation à caractère durable - est supérieure à la valeur globale des placements évalués selon les règles de l'article R212-54 (valeur de réalisation). La provision à constituer est égale à la différence constatée entre les deux évaluations.

La provision pour risque d'exigibilité n'a pas lieu d'être constatée.

La provision pour risque d'exigibilité est une provision technique.

Etat récapitulatif des placements 2015

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation	PDD
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'actif)				
Total 1- Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	4 097 118	3 539 272	5 135 848	-
- Dans l'OCDE	4 097 118	3 539 272	5 135 848	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	5 579 888	5 293 590	5 198 804	286 299
- Dans l'OCDE	5 579 888	5 293 590	5 198 804	286 299
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	40 186 676	40 186 676	41 526 947	
- Dans l'OCDE	40 186 676	40 186 676	41 526 947	
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	30 420 639	30 578 044	32 953 119	-
- Dans l'OCDE	30 420 639	30 578 044	32 953 119	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	32 465	32 465	32 551	-
- Dans l'OCDE	32 465	32 465	32 551	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	17 000 100	17 000 100	17 000 100	-
- Dans l'OCDE	17 000 100	17 000 100	17 000 100	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 10 - Actifs réprésentatifs des opérations en unités de comptes	-	-	-	-
TOTAL des lignes 1 à 10 :	**97 316 886**	**96 630 146**	**101 847 369**	**286 299**
a) Dont				
- Placements évalués selon l'article R 212-52 (titres amortissables)	30 420 639	30 578 044	32 953 119	
- Placements évalués selon l'article R 212-53 (titres non amortissables)	49 896 147	49 052 002	51 894 149	
- Placements évalués selon l'article R 212-37 (garanties à capital variable)				
	80 316 786	79 630 046	84 847 269	
b) Dont				
- valeurs affectables à la représentation des provisions techniques autres que celles-ci-dessous	80 316 786	79 630 046	84 847 269	
- valeurs garantissant les engagements pris au titre de la branche 25				
- valeurs déposées chez les cédantes				
- valeurs affectées aux provisions techniques au titre de la branche 26				
- autres affectations ou sans affectation				
	80 316 786	79 630 046	84 847 269	
- II - Actifs affectables à la représentation des provisions techniques (autres)	-	-	-	
- III - Valeurs appartenant à des organismes au titre de la branche 25	-	-	-	

C.3. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :

Il convient de considérer deux types de traité de réassurance : la population de transfert des garanties emprunteurs en provenance de la FNMF et la population d'origine des 2 mutuelles.

C.3.1. Population de transfert en provenance de la FNMF :

Cette population est réassurée par un traité de réassurance proportionnel en quote part à 100 % auprès de MUTRé SA.

C.3.2. Population d'origine des mutuelles :

Ces populations sont réassurées, depuis 1992, par des traités de réassurance proportionnels en excédent de plein ou en quote part auprès de MUTRé SA. Ces traités sont appliqués dossier à dossier afin de distinguer la charge des Mutuelles (part en rétention) de celle du réassureur (part en cession), soit :

Traité applicable	Activité vie pour **MUTLOG :** base capital emprunté	Activité non vie pour **MUTLOG Garanties :** base l'annuité du prêt
En **excédent de plein :** prêts sociaux et prêts bancaires		
> 1992 - 1997 - U - 102 et U 103	3 811,20 euros par prêt	381,12 euros d'annuité
> 1998 - 2000 - U 118	3 811,20 euros par prêt	381,12 euros d'annuité
> 2001 - 2003 - U 118	4 573,47 euros par prêt	457,34 euros d'annuité
> 2004 - 2005 - 08T000117	6 100,00 euros par prêt	610,00 euros d'annuité
> 2006 - 08T000117	10 000,00 euros par prêt	1 000,00 euros d'annuité
En **excédent de plein** : prêts bancaires > 2007 - 2015 - 08T000117	20 000,00 euros par prêt	2 000,00 euros d'annuité
En **quote part** : prêts sociaux > 2007 - 2015 - 08T000173	Quote part 50 / 50	Quote part 50 / 50
En **quote part** : prêts de la convention Crédit Coopératif > Mars 2012 - 2015 - 09T000264	Quote part 75 / 25	Quote part 75 / 25
En **quote part** : prêts PASS Foncier (assortis d'une caution CNP) > 2009 - 2015 - 09T000223	Quote part 50 Mutlog / Quote part 37,50 MUTRé Quote part 12,50 CNP	Quote part 50 Mutlog / Quote part 37,50 MUTRé Quote part 12,50 CNP

Au-delà de cette conservation, le solde est cédé au réassureur.
Les ratios sont constants jusqu'à extinction de l'amortissement du contrat hors avenant.

Ce traité prévoit un compte de participation bénéficiaire avec - si le compte est excédentaire - la répartition suivante :

- 45 % à la constitution d'un fonds de stabilité
- 35 % à la cédante
- 20 % au réassureur

Les comptes courant du réassureur font l'objet de régularisations trimestrielles.
La part des cessionnaires est constituée de :

Part des cessionnaires	2015	2014
MUTLOG		
Provisions mathématiques (Vie)	1 119 951,63	844 926,65
Provisions pour sinistres (Vie) PSP	2 627 054,45	2 834 596,45
	3 747 006,08	**3 679 523,10**
MUTLOG Garanties		
Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie) AT	319 030,52	417 556,86
Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie) PEI	71 445,89	95 451,46
Provisions pour risque croissant (Non-Vie) AT	58 700,00	220 800,00
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PSP AT	3 723 064,99	4 081 510,96
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PSP PEI	240 865,61	301 483,00
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PM AT	13 215 875,79	14 496 020,06
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PM PEI	262 757,00	392 166,38
	17 891 739,80	**20 004 988,72**
TOTAL	**21 638 745,88**	**23 684 511,82**

La part des provisions techniques du réassureur relative :

- aux cotisations non acquises fait l'objet d'un dépôt reçu du cessionnaire, elle est portée dans le poste du passif **"dettes nées des opérations d'assurance"**.
- aux prestations à payer (provisions pour prestations à payer et provisions mathématiques) est déposée en les livres du réassureur. En contrepartie, les mutuelles disposent d'un engagement reçu **assorti d'un contrat de nantissement**.

Face aux règles applicables à la constitution de l'exigence de marge de solvabilité, et le principe de plafonnement du ratio de cession, ce portefeuille - cédé en moyenne à plus de 50 % - génère un besoin de marge de solvabilité supplémentaire.

C.4. Les créances :

Les **créances** nées d'opérations d'assurance sont essentiellement dues :

- à la contrepartie des cotisations restant à émettre enregistrées en résultat, dans le principe de rattachement à l'exercice, la provision pour cotisations acquises non émise est calculée *prorata temporis* dossier à dossier en fonction de la périodicité retenue.
- aux créances restant à recouvrer à la fin de l'exercice.

Créances nées d'opérations d'assurance	2015	2014
Cotisations restant à émettre DC	1 089 424,66	1 318 296,07
Cotisations restant à émettre AT	698 423,01	830 449,18
Cotisations restant à émettre PEI	110 450,01	137 795,62
Cotisations restant à annuler	-587 596,20	-362 182,58
Cotisations restant à émettre	**1 310 701,48**	**1 924 358,29**
Créances restant à recouvrer	**399 833,13**	**378 010,60**
TOTAL	**1 710 534,61**	**2 302 368,89**

L'ensemble des créances est à échéance de moins d'un an.

Les créances ne comportent pas de risque de recouvrement, il n'y a pas lieu de constituer une dépréciation.

D - Informations sur les postes du passif du bilan

D.1. Les fonds propres et réserves :

Les fonds propres et réserves sont constitués conformément aux décisions prises en assemblée générale des mutuelles.

Les fonds propres et les réserves sont constitués de :

	2014	Affectation de résultat	Autres	Résultat de l'exercice	2015
Fonds d'Etablissement					
Fonds d'établissement MUTLOG	1 500 000	-	-	-	1 500 000
Fonds d'établissement MUTLOG Garanties	1 550 000	-	-	-	1 550 000
Apport sans droit de reprise	5 000 000	-	-	-	5 000 000
	8 050 000	**-**	**-**	**-**	**8 050 000**
Réserves & report à nouveau					
Réserves MUTLOG	29 808 256	356 514	-	-	30 164 770
Réserves MUTLOG Garanties	39 253 625	1 665 979	-	-	40 919 604
Impact de l'impôt différé	-	-135	-	-	-135
Report à nouveau MUTLOG	-	-	-	-	-
Report à nouveau MUTLOG Garanties	-	-	-	-	-
	69 061 882	**2 022 358**	**-**	**-**	**71 084 239**
Résultat de l'exercice					
Retraitement de la PRE	-	-	-	-	-
Retraitement de l'impôt différé	-135	135	-182 594	-	-182 594
Résultat de l'exercice MUTLOG	356 514	-356 514	80 127	476 075	556 202
Résultat de l'exercice MUTLOG Garanties	1 665 979	-1 665 979	102 467	1 976 632	2 079 099
	2 022 358	**-2 022 358**	**-**	**2 452 707**	**2 452 707**
TOTAL	**79 134 240**	**-**	**-**	**2 452 707**	**81 586 946**

Les fonds propres de l'ensemble de combinaison évoluent de la manière suivante :

	Fonds d'établissement	Réserves	Résultat de l'exercice	Fonds de dotation	Total des fonds propres
Situation au 31 décembre 2010	**8 050 000**	**54 232 117**	**2 518 414**	**-**	**64 800 531**
Mouvements	-	2 518 414	4 054 131	-	-
Situation au 31 décembre 2011	**8 050 000**	**56 750 531**	**4 054 131**	**-**	**68 854 662**
Mouvements	-	4 054 131	5 226 508	-	-
Situation au 31 décembre 2012	**8 050 000**	**60 804 662**	**5 226 508**	**-**	**74 081 170**
Mouvements	-	5 226 508	3 030 712	-	-
Situation au 31 décembre 2013	**8 050 000**	**66 031 170**	**3 030 712**	**-**	**77 111 882**
Mouvements	-	3 030 712	2 022 358	-	-
Situation au 31 décembre 2014	**8 050 000**	**69 061 882**	**2 022 358**	**-**	**79 134 240**
Mouvements	-	2 022 358	2 452 707	-	-
Situation au 31 décembre 2015	**8 050 000**	**71 084 240**	**2 452 707**	**-**	**81 586 946**

Les réserves sont constituées de :

	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Réserves libres	28 603 659,25	37 156 118,90	65 759 778,15
Impact de l'impôt différé	320 623,12	289 957,85	610 580,97
Réserve spéciale de solvabilité	1 201 327,07	3 208 176,53	4 409 503,60
Réserve de capitalisation	45 442,90	258 935,39	304 378,29
	30 171 052,34	**40 913 188,67**	**71 084 241,01**

D.2. Les provisions techniques brutes :

1°) Provisions techniques (vie) :

Les provisions d'assurance Vie sont constituées des provisions d'assurance vie, y compris les cotisations non acquises.

La Provision mathématique Vie représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par la mutuelle (probabilité de devoir payer des prestations), d'une part, et par les membres participants (engagement des adhérents à payer les cotisations), d'autre part.

Cette provision est calculée à partir des données individuelles des prêts et par l'utilisation de la table d'expérience certifiée fin 2005, puis en 2010, puis en 2015 dans le cadre de la certification quinquennale.

Au regard des spécificités des garanties emprunteurs, le calcul est opéré par groupes de risques homogènes d'emprunteurs. Sur une analyse des principes économiques réalistes et les plus probables, la notion de groupe homogène s'entend par critère :

- de taux d'intérêts des prêts (ce qui équivaut à la notion d'année d'entrée en assurance, voire de groupes d'année dans le cas où les taux d'intérêts seraient similaires).
- de durée résiduelle (ce qui équivaut aux années de terme des contrats ou groupe de durée résiduelle, selon les horizons plus ou moins long terme). Au titre de cet exercice, les horizons sont très lointains.
- de structure de tarification.

Le segment des prêts PASS Foncier® est un groupe fermé dont le profil des prêts est très spécifique (durée longue avec un important différé d'amortissement), et fait l'objet d'un suivi attentif.

Les provisions sont mesurées en prix public.

Le taux d'actualisation de 0,50 % a été retenu pour l'ensemble des flux futurs.

Bien que les cotisations non acquises soient une provision d'assurance non-vie, dans le cadre de l'assurance emprunteur et des différentes modalités de périodicité des cotisations (cotisation annuelle terme à échoir notamment), le principe d'une provision est applicable. Elle est calculée tête par tête, prorata temporis, sur la base des cotisations émises.

Les chargements futurs seront utilisés pour couvrir les charges d'acquisition futures et récurrentes. Par conséquent, le choix a été fait de ne pas constituer les frais d'acquisition reportés.

Les provisions brutes d'assurance vie sont résumées dans le tableau ci-dessous :

(Montant brut au passif, en euros)	31 déc. 2014	Dotation	Reprise	31 déc. 2015
Provision mathématique (vie)	1 164 300,00	586 500,00	-	1 750 800,00
Provisions pour cotisations non acquises	1 316 022,54	-	216 072,23	1 099 950,31
Total	**2 480 322,54**	**586 500,00**	**216 072,23**	**2 850 750,31**

2°) Provision pour prestations à payer (vie et non vie) :

Cette provision représente la couverture de la probabilité de porter une charge imputable à l'exercice et qui résulte d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Elle représente : *"La valeur estimative des dossiers non réglés ou réglés mais non payés à la clôture de l'exercice"*.

Cette provision est constituée de :

- **Dossiers connus** : dossier à dossier pondéré de la quotité assurée et sur la base :
  - Du capital restant dû.
  - De l'annuité du prêt, du nombre de jours imputables à l'exercice et restant à payer entre la dernière prestation et la date de clôture - nombre de jours diminué éventuellement des 90 jours de franchise.

- **Dossiers tardifs** tels qu'il ressort de l'analyse statistique des dossiers connus tardivement rapportée aux dossiers en cours de service.
- Coût de gestion rapporté aux montants des provisions brutes et estimé à :
  - **11,83 %** du montant des provisions brutes pour le décès (au lieu de 9,04 % l'an passé).
  - **5,17 %** du montant des provisions brutes pour l'incapacité (au lieu de 5,10 % l'an passé).
  - **11,31%** du montant des provisions brutes pour la perte d'emploi (au lieu de 9,68 % l'an passé).

3°) Provision mathématique (non vie) :
La provision mathématique représente l'estimation d'un engagement futur et individualisé entre la mutuelle et les adhérents, et qui résulte d'un évènement en cours à la date de clôture.
Elle représente la valeur des engagements respectivement pris par la mutuelle et portant sur :
a) les indemnités calculées sur la base de l'échéance du prêt garanti,
b) le capital restant dû.
Selon des différentes typologies d'incapacité ou d'invalidité.

Cette provision constituée sur la base des sinistres déclarés, calculée dossier à dossier corrigée du taux de la quotité assurée, avec l'emploi des tables :

- Loi de maintien en incapacité (T1 - décret décembre 2010)
- Probabilité de passage d'incapacité en invalidité (T2 - décret décembre 2010)
- Loi de maintien en invalidité (T3 - décret décembre 2010)
- Table de maintien en chômage

Les coefficients tiennent compte d'un taux d'actualisation de 0,96 %.

De plus, conformément aux engagements, les provisions tiennent compte le cas échéant de la durée restant à courir du prêt.

Cette provision est augmentée d'un coût de gestion estimé à :
- **5,17 %** du montant des provisions brutes pour l'incapacité.
- **11,31 %** du montant des provisions brutes pour la perte d'emploi.

4°) Provision pour égalisation :

Pour l'assurance vie et non vie, il n'y a pas lieu de constituer de provision pour égalisation.

Pour l'assurance non vie, la provision pour égalisation constituée au cours des exercices précédents fait l'objet d'une reprise intégrale.

5°) Provision pour risque d'exigibilité :

Compte tenu de l'appréciation des marchés, il n'y a pas lieu de constituer de provision pour risque d'exigibilité.

6°) Provision pour aléa financier :

Cette provision définie à l'article R212-26 du code de la mutualité ne concerne que les opérations d'assurance-vie pratiquées par MUTLOG.

Au 31 décembre, il n'y a pas lieu de constituer la provision pour risque d'exigibilité.

7°) Provision pour risque croissant (non vie) :

La provision pour risque croissant représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par la mutuelle (probabilité de devoir payer des prestations), d'une part, et par les membres participants (engagement des adhérents à payer les cotisations), d'autre part.

Cette provision a donné lieu à des études réalisées à partir des données individuelles des prêts du portefeuille de MUTLOG Garanties.

De manière prospective sont estimées : les cotisations restant à encaisser face à la probabilité de devoir payer des prestations, et donc les charges futures des prestations.

Au regard des spécificités des garanties emprunteurs, le calcul est opéré par groupes de risques homogènes d'emprunteurs. Sur une analyse des principes économiques réalistes et les plus probables, la notion de groupe homogène s'entend par critère :

- de taux d'intérêts des prêts (ce qui équivaut à la notion d'année d'entrée en assurance, voire de groupes d'année dans le cas où les taux d'intérêts seraient similaires).
- de durée résiduelle (ce qui équivaut aux années de terme des contrats ou groupe de durée résiduelle, selon les horizons plus ou moins long terme). Au titre de cet exercice, les horizons sont très lointains.
- de structure de tarification.

Le segment des prêts PASS Foncier® est un groupe fermé dont le profil des prêts est très spécifique (durée longue avec un important différé d'amortissement), fait l'objet d'un suivi particulier.

Les provisions sont mesurées en prix public et intègrent la part de cotisations non acquises.

Compte tenu du niveau de réassurance, la part du cessionnaire est établie à hauteur de 100 %.

	2015	2014	2013
Variation de la provision	-163 441	-20 199	- 101 900
Intérêt technique	1 341	3 399	- 5 241
Variation nette de la provision	**-162 100**	**-17 800**	**- 107 141**

8°) Provision pour participation aux excédents (vie) :

Pour l'assurance vie il y a lieu de constituer, une provision pour participation aux excédents. Selon l'article L 212-5 du Code de la Mutualité, *"Les mutuelles et les unions font participer, dans des conditions fixées par décret, leurs membres participants et les bénéficiaires désignés aux excédents techniques et financiers des opérations dépendant de la durée de la vie humaine qu'elles réalisent"*.

La participation aux excédents est déterminée par un compte de participation aux résultats auquel est ajoutée une participation au solde du compte financier et est déduite le solde de réassurance cédée.

En application de l'article D 212-1 du Code de la Mutualité, il n'y a pas de dotation de la participation aux excédents pour l'exercice 2015.

Les sommes portées à la provision pour participation aux excédents doivent être utilisées au bénéfice des participants au cours des huit exercices suivants celui au titre duquel elles ont été portées à la provision pour participation aux excédents.

Montant brut au Passif	31/12/2014	Dotation	Reprise	31/12/2015
Provision pour risques et charges	7 024 170	-	-	7 024 170

La provision pour participation aux excédents s'élève donc à 7 024 170 euros.

9°) Répartition des passifs réglementés :

Passif réglementé	2015	2014
Provisions pour Vie	2 850 750,31	2 480 322,54
Provisions pour sinistres Vie	3 482 910,47	3 712 725,48
Provisions pour participations aux excédents	7 024 170,02	7 024 170,02
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions VIE	***13 357 830,80***	***13 217 218,04***
Provisions pour cotisations non acquises Non-Vie	1 062 377,35	1 395 226,79
Provisions pour sinistres Non-Vie restant à payer	4 855 220,68	5 406 078,99
Autres provisions techniques Non-Vie	16 509 716,94	18 322 659,79
Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions NON-VIE	***22 427 314,97***	***25 123 965,57***
Total provisions techniques	**35 785 145,77**	**38 341 183,61**
Dettes privilégiées	115 251,84	63 752,66
Total Passif réglementé	**35 900 397,61**	**38 404 936,27**

D.3. Les provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux engagements sociaux moyen et long terme.
Ces engagements sont en compte courant par le GIE. Ces charges ne sont pas refacturées par le GIE de moyen à ses membres. Les mutuelles constatent dans leurs comptes sociaux une provision pour charge non appelées.

Les variations aux provisions pour risques et charges sont :

(Montant brut au Passif en euros)	31/12/2014	Dotation	Reprise	31/12/2015
Provision pour risques et charges	784 535,33	-	43 983,72	740 551,61

D.4. Les dettes :

Les **dettes** nées d'opérations d'assurance sont essentiellement dues :
- à la provision pour cotisations à annuler.
- aux dettes pour dépôts espèces.
- au compte courant du réassureur relatif aux traités de réassurance.

Dettes nées d'opérations d'assurance	2015	2014
Dettes pour dépôt espèces vie	437 751,63	521 426,65
Dettes pour dépôts espèces non vie	471 382,40	638 072,43
Dettes nées des opérations d'assurance vie	2 578 608,90	1 245 939,16
Dettes nées des opérations d'assurance non vie	-705 175,05	707 599,42
TOTAL	**2 782 567,88**	**3 113 037,66**

La ventilation par échéance est :

Autres dettes	2015	Court terme	Moyen terme
Dettes pour dépôt espèces vie	437 751,63	-	437 751,63
Dettes pour dépôts espèces non vie	471 382,40	-	471 382,40
Dettes nées des opérations d'assurance vie	2 578 608,90	2 578 608,90	-
Dettes nées des opérations d'assurance non vie	-705 175,05	-705 175,05	-
TOTAL	**2 782 567,88**	**1 873 433,85**	**909 134,03**

Les comptes courants (créances et dettes) existants entre MUTLOG et MUTLOG Garanties qui sont la réciprocité de l'une et l'autre des mutuelles sont neutralisés dans les comptes combinés.

Les **autres dettes** sont principalement constituées du compte courant avec le GIE Groupe ACMIL relatif au solde des frais de fonctionnement, des dettes sociales et fiscales.

Autres dettes	2015	Court terme	Moyen terme
Etat et organismes sociaux	144 052,53	144 052,53	-
Dépôts de garanties	50 500,00	50 500,00	-
Fournisseurs	9 611,89	9 611,89	-
Autres créditeurs	26 464,15	26 464,15	-
C/C de la SCI	249 972,91	249 972,91	-
C/C du GIE	755 857,29	755 857,29	-
TOTAL	**1 236 458,77**	**1 236 458,77**	**-**

E - Informations sur les engagements

E.1. Les engagements reçus sont :

- Conformément à la décision du conseil d'administration du 17 décembre 2015, la Mutuelle ne constitue plus d'engagement vis à vis de MUTLOG Garanties.
- Dans le cadre des traités de réassurance, les mutuelles reçoivent une garantie de créances sur les provisions techniques déposées en les livres du réassureur.

Au 31 décembre, ces déclarations de gage sont constituées par des comptes d'instruments financiers, soit :

	31/12/2015	31/12/2014
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risque décès / PTIA	*3 155 191*	*3 349 183*
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risques incapacité de travail et invalidité	*19 320 848*	*20 176 418*
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risque perte totale d'emploi indemnisée	-	-
Total	***22 476 038***	***23 525 601***

E.2. Les engagements donnés sont :

1°) MUTLOG :

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 17 Décembre 2015, la Mutuelle MUTLOG Garanties ne reçoit plus d'engagement de la mutuelle MUTLOG.

2°) Les engagements donnés par MUTLOG Garanties sont :

A) F.M.G.A.P : Fonds Mutuel de Garantie des Accédants à la Propriété

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 20 octobre 1993, la mutuelle s'est engagée dans la double limite de 4,5 % des encours du FMGAP et à hauteur maximale de 990 918,61 euros au risque d'épuisement du FMGAP, et ce après épuisement des dépôts du FMGAP.

Au 31 décembre 2015, l'engagement s'élève à 62 euros (contre 276 euros fin 2014)

B) F.M.G.A.S.P : Fonds Mutuel de Garantie des Accédants Sociaux à la Propriété

Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 12 décembre 1996, la mutuelle s'est engagée dans la double limite de 4,5 % des encours du FMGASP et à hauteur maximale de 1 524 490,17 euros au risque d'épuisement du FMGASP, et ce après épuisement des dépôts du FMGASP.

Au 31 décembre 2015, l'engagement s'élève à 30 808 euros (contre 65 118 euros fin 2014).

Ainsi, les engagements donnés par MUTLOG Garanties sont :

En euros	Engagement au FMGAP	Engagement au FMGASP	Total
Capitaux sous risques	1 384	684 626	686 010
1 - engagement à hauteur de 4,5 %	62	30 808	30 870
2 - engagement dans la limite de	990 918	1 524 490	2 515 408
Double limite de 1 ou 2	**62**	**30 808**	**30 870**

Et sont représentés par des provisions techniques constituées au passif :

Provisions / engagements	Engagement au FMGAP	Engagement au FMGASP	Total
1 - Provisions constituées	62	30 808	30 870
2 - **Ratio de couverture : provisions / engagements**	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Ainsi, au cours de l'exercice 2015, la reprise sur provision s'est élevée à 11 896 euros.

F - Informations sur les postes du compte de résultat

Conformément à la réglementation, le compte de résultat est présenté sous forme de liste - les activités non vie et les activités vie sont présentées en colonnes.

F.1. Les produits financiers nets des charges financières :

Les produits financiers sont essentiellement constitués des revenus sur les titres obligataires et des plus-values sur la réalisation des OPCVM, particulièrement des OPCVM monétaires pour la gestion courante.

Par ailleurs ces charges et produits sont corrigés par l'étalement des décotes / surcotes sur la partie des titres de valeurs amortissables. Ils sont composés de :

Produits financiers nets de charges	Opérations vie	Opérations non vie	Total	N-1
Produits des placements	706 031,89	756 113,61	1 462 145,50	1 971 031,76
Produits des investissements ISR		-	-	-
Produits de la SCI	22 312,86	45 456,75	67 769,61	57 280,95
Produits du bien immeuble	238 433,02	-	238 433,02	191 712,38
Produits de réalisations	887 296,66	1 151 647,85	2 038 944,51	1 349 021,40
Variation de décote/ surcote	6 572,63	10 984,60	17 557,23	-67 680,50
Total des produits	**1 860 647,06**	**1 964 202,81**	**3 824 849,87**	**3 501 365,99**
Charges de réalisations des placements	-12 469,45	-18 599,18	-31 068,63	-513 762,57
Charges de gestion des placements	-128 527,12	-37 975,23	-166 502,35	-209 389,87
Charges du bien immeuble	-120 852,78	-	-120 852,78	-120 852,79
Variation de la PDD	-17 991,90	-20 156,64	-38 148,54	217 922,14
Variation autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total des charges	**-279 841,25**	**-76 731,05**	**-356 572,30**	**-626 083,09**
Produits nets de charges	**1 580 805,81**	**1 887 471,76**	**3 468 277,57**	**2 875 282,90**

F.2. Ventilation des charges par nature :

La ventilation des charges par nature se présente comme suit :

Charges par nature	Total 31 déc. 2015	Total 31 déc. 2014
Total Achats & Autres charges externes	-1 985 508,64	-1 869 971,83
Total Impôts - Taxes & Versements assimilés	-687 959,28	-582 796,42
Total Charges de personnel (1)	-3 403 742,26	-3 155 067,87
Total Autres charges de gestion courante	-96 087,90	-207 082,37
Total Dotations & Reprises Amort + Provisions	-366 918,19	-452 307,13
Total Général (avant commissionnement)	-6 540 216,27	-6 267 225,62
charges de com DC	-885 595,91	-655 161,88
charges de com AT	-446 069,02	-311 964,52
charges de com PEI	-55 417,70	-67 879,10
Charges de commissionnement	-1 387 082,63	-1 035 005,50
Total Général	**-7 927 298,90**	**-7 302 231,12**

(1) Dont les frais de personnel :	31 déc 2015	31 déc 2014
Frais de Personnel	-3 232 487,89	-2 919 703,50
Intéressement des salariés	-171 254,37	-235 364,37
Total Charges de Personnel	**-3 403 742,26**	**-3 155 067,87**

Les charges par nature sont ventilées en charges par destination à partir de critères quantifiables analysés poste par poste :

- frais d'acquisition : volume des contrats en souscription,
- frais d'administration : volume de contrat en encours, volumes des avenants.
- frais des prestations : volume des prestations.
- frais de gestion financière : montant des fonds gérés.

Les charges par nature sont réparties de la manière suivante :

Charges par destination	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Frais d'acquisition Décès-PTIA	-2 161 362,53	-1 739 868,62
Frais d'acquisition AT	-994 452,67	-685 765,44
Frais d'acquisition PEI	-106 999,51	-269 731,82
Frais d'acquisition CAUTION	-	-
Sous-Total Frais d'acquisition	***-3 262 814,71***	***-2 695 365,88***
Frais d'administration Décès-PTIA	-2 181 927,56	-2 134 676,64
Frais d'administration AT	-940 219,52	-996 896,58
Frais d'administration PEI	-408 827,71	-392 640,37
Sous-Total Frais d'administration	***-3 530 974,79***	***-3 524 213,59***
Frais de gestion des prestations Décès-PTIA	-596 385,49	-546 360,56
Frais de gestion des prestations AT	-327 667,11	-264 158,08
Frais de gestion des prestations PEI	-42 908,24	-62 743,14
Sous-Total Frais de gestion des Prestations	***-966 960,84***	***-873 261,78***
Frais de gestion financière immeuble DC/PTIA MUTLOG (1)	-66 824,32	-102 534,75
Frais de gestion financière MUTLOG (1)	-61 702,80	-52 482,08
Frais de gestion financière MUTLOG Garanties	-38 021,44	-54 373,04
Sous-Total Frais de gestion financière	***-166 548,56***	***-209 389,87***
(1) Y inclus charges relatives à l'immeuble de placement - Rue Riquet		
Total des charges par destination	**-7 927 298,90**	**-7 302 231,12**

Les autres taxes et contributions sont notamment constituées de :

- la CVAE pour 79 481 € dont 36 239 € pour MUTLOG et 43 243 € pour MUTLOG Garanties
- la C3S pour 20 643 € dont 10 656 € pour MUTLOG et 9 987 € pour MUTLOG Garanties

Pour MUTLOG Garanties, mutuelle non vie, et compte tenu de l'état C11 et des triangles de liquidations des provisions, la taxe sur les excédents de provisions s'élève à 24 575 euros.

Honoraires des commissaires aux comptes

Dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes pour les comptes sociaux et combinés, le budget honoraire des commissaires aux comptes s'élève à 99 982 euros TTC.

Sommes et avantages versés aux membres du Conseil d'Administration

S'agissant des membres du conseil d'administration, les sommes versées selon l'article L114.26 sont :

- indemnités allouées au Président, au Trésorier Général du Conseil d'Administration et autres indemnités) : 63 815 euros qui se répartissent entre :
  - MUTLOG pour 33 285 euros
  - MUTLOG Garanties pour 28 530 euros
- Sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours : 42 490 euros, à raison de :
  - MUTLOG pour 19 980 euros
  - MUTLOG Garanties pour 22 510 euros

MUTLOG et MUTLOG Garanties ne disposent d'aucun dirigeant salarié.

F.3. Impôt sur les bénéfices :

En application de l'article 65 de la loi de finance rectificative pour 2011, l'entrée en fiscalité de droit commun est à effet du 1er janvier 2012.

En application du règlement de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2012-07 du 3 décembre 2012, le résultat de la combinaison a donné lieu à la comptabilisation des actifs d'impôts différés au taux de 33 1/3 % correspondant à des différences temporaires entre les bases comptables et fiscales :

	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Impôts différés au 1er janvier 2015	320 623,12	289 957,85	610 580,97
1°) impact entrée en ficalité : variations Impôts différés	-39 004,61	-85 489,98	-124 494,59
2°) impact des retraitements temporaires : variations Impôts différés	-41 122,80	-16 976,86	-58 099,66
Impôts différés au 31 décembre 2015	**240 495,71**	**187 491,01**	**427 986,72**
Variations impôts différés	**-80 127,41**	**-102 466,84**	**-182 594,25**

Les actifs d'impôts différés ont tous été comptabilisés du fait de leurs récupérations probables.

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables.

	Vie	Non vie	Total
Résultat net comptable	**476 074,68**	**1 976 631,93**	**2 452 706,61**
Impact de l'entrée en fiscalité	80 127,41	102 466,84	182 594,25
Réintégrations extra-comptables temp.	16 173,97	584 803,78	600 977,75
Réductions extra-comptables	-	-	-
Résultat fiscal	**572 376,06**	**2 663 902,55**	**3 236 278,61**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

- le résultat fiscal pour l'exercice 2015 ne donne plus droit à abattement.
- par conséquent, il n'y a plus d'abondement de la réserve spéciale de solvabilité.

Le chiffre d'affaire de chacune des mutuelles est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	Vie	Non vie	Total
Résultat fiscal	**572 376,06**	**2 663 902,55**	**3 236 278,61**
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00	11 436,00
IS au taux de 33,33 %	178 067,54	875 173,33	1 053 240,87
CSB de 3,3 % si IS > 7 630 000 et CA > 7 630 000	-	1 233,91	1 233,91
Montant de l'impôt	**183 785,54**	**882 125,24**	**1 065 910,78**

F.4. Comptes de résultats techniques du réassureur :

La mutuelle a cinq traités de réassurance distincts :

- un traité de réassurance en quote part 100 % pour la population transférée par la FNMF en 2002
- un traité de réassurance en excédent plein (T000117)
- un traité de réassurance en quote part 75/25 pour les prêts Crédit Coopératif, à compter de mars 2012 (T000264)
- un traité de réassurance en quote part 50/50 pour les prêts sociaux (T000173)
- un traité de réassurance en quote part 50/50 pour les prêts PASS Foncier® (09T000223)

Les comptes de résultats du réassureur sont effectués sur l'ensemble des branches d'activités de MUTLOG et de MUTLOG Garanties en portant au crédit des produits financiers sur les provisions déposées dans les livres du réassureur et au débit les frais du réassureur.

1°) Le compte du réassureur pour le traité en quote part à 100 % :

(cf. article 6 - alinéa C du traité de réassurance n° 08T000137 et 08T00138)

TME 0,8750 %
75 % **du TME** **0,656 %**

Compte de résultat du réassureur

	MUTLOG	MUTLOG Garanties		
	Décès	AT	PEI	TOTAL
Au crédit				
Cotisations de réass. de l'exercice (hors pop. Mutlog)	110,19	66,92	9,32	186,43
Cotisations de réass. de l'exercice (pop. Mutlog)	20 602,26	13 276,50	-	33 878,76
Cot acquises non émises réass. au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Cot acquises non émises réass. au 31 décembre N	-	-	-	-
Indemnités de gestion de réassurance - 10 %	11,02	6,69	0,93	18,64
Indemnités de gestion de réassurance - 8,5 %	1 751,19	1 128,50	-	2 879,69
Provisions mathémathiques au 31 décembre N-1	-	125 064,11	-	125 064,11
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	105,70	35 213,15	-	35 318,85
Produit des recours subrogatoires	-	-	-	-
Produits financiers calculés 75 % du TME	0,35	844,67	-	845,02
Total crédit	**22 580,71**	**175 600,54**	**10,25**	**198 191,50**
Au débit				
Prestations de l'exercice	-	30 580,07	-	30 580,07
Prestations de l'exercice rbt par CNP (co assurance)	-	-	-	-
Provisions mathématiques au 31 décembre N	-	75 793,54	-	75 793,54
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	-	21 351,92	-	21 351,92
Indemnités de gestion de réassurance	1 762,21	1 135,19	0,93	2 898,34
Report de perte capitalisé	-	-	-	-
Total débit	**1 762,21**	**128 860,72**	**0,93**	**130 623,87**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**20 818,50**	**46 739,82**	**9,32**	**67 567,64**

2°) Le compte du réassureur pour le traité en excédent de plein et le traité en quote part :

Le compte de résultat est fondé sur trois traités : un en excédent plein et deux en quote-part. (cf. article 7 - alinéa C du traité de réassurance n° 08T000117 - n° 08T000173 - N° 09T00264)

EONIA = -0,10767%
90 % EONIA = 0,000 % (plancher à 0 %)

	Décès		
	Quote Part 50 %	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*
Au crédit	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)	1 117 158,12	4 165 692,30	728 186,24
Cotisations variation de PCNA* (y compris la rétrocession)	40 005,87	52 036,66	-
Cotisations acquises non émises réassurance au 31 décembre N-1	-27 904,02	-678 333,15	-63 474,27
Cotisations acquises non émises réassurance au 31 décembre N	26 614,53	560 412,26	64 014,00
Provision Cotisations à annuler réassurance au 31 décembre N-1	-	148 347,00	-
Provision Cotisations à annuler réassurance au 31 décembre N	-	-241 558,47	-
Provisions mathémathiques IT / PEI au 31 décembre N-1	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	146 231,05	2 638 754,37	49 505,33
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N-1	-	320 700,0	-
Produit des recours subrogatoires	-	-	-
Produits financiers = 90 % du T4M (sur variations PM vie + PSP & PM non vie)	-	-	-
Total crédit	**1 302 105,55**	**6 966 050,97**	**778 231,30**
Au débit			
Prestations de l'exercice	171 168,64	2 753 070,04	49 368,90
Provisions mathématiques IT / PEI au 31 décembre N	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	151 220,13	2 432 219,01	43 615,30
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N	-	681 600,00	-
Indemnités de rétrocession de réassurance	101 559,83	378 699,30	66 198,75
Indemnités de rétrocession de réassurance (PCNA)	3 636,90	4 730,61	-
Indemnités complémentaires de gestion de réassurance	-	-	-
Frais / gestion & marge du réassureur = 5,5 % cotisations brutes de réassurance*	61 443,70	229 113,08	40 050,24
Produits financiers = 90% du T4M (sur les PCNA)	-	-	-
Report de perte capitalisé	-	-	-
Total débit	**489 029,19**	**6 479 432,03**	**199 233,19**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**813 076,35**	**486 618,93**	**578 998,11**
> par garanties	**1 878 693,39**	**-**	**-**
> par mutuelle (mutlog / MG)	**1 878 693,39**	**-**	**-**

Solde global du compte	**2 841 229,19**
Report déficitaire du compte	-
Solde global net du compte	**2 841 229,19**

Compte de participation bénéficiaire

AT			PEI			TOTAL		
Quote Part 50 %	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*	*Quote Part 50 %*	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*	*Quote Part 50 %*	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*
traité T000173	*traité T000117*	*traité T000264*	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*
368 522,87	3 436 850,45	144 800,29	95 137,44	412 353,98	4 928,91	1 580 818,43	8 014 896,73	877 915,45
48 679,08	60 293,89	-	4 967,44	21 438,69	-	93 652,38	133 769,24	-
-26 231,90	-487 984,71	-10 807,68	-4 187,63	-79 180,48	-492,64	-58 323,55	-1 245 498,34	-74 774,59
25 005,01	404 855,08	10 899,58	4 028,70	64 220,62	496,83	55 648,24	1 029 487,96	75 410,41
-	108 556,40	-	-	18 043,11	-	-	274 946,51	-
-	-161 685,52	-	-	-21 068,10	-	-	-424 312,09	-
335 558,57	13 995 836,56	31 090,21	17 252,97	374 913,40	-	352 811,54	14 370 749,96	31 090,21
94 480,14	3 940 678,90	8 753,78	13 263,45	288 219,55	-	253 974,64	6 867 652,82	58 259,11
-	220 800,00	-	-	-	-	-	541 500,00	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
846 013,77	**21 518 201,05**	**184 736,18**	**130 462,36**	**1 078 940,77**	**4 933,10**	**2 278 581,68**	**29 563 192,79**	**967 900,59**
117 311,43	4 337 643,97	-	11 115,58	273 905,27	-	299 595,65	7 364 619,28	49 368,90
376 492,51	12 758 297,64	-	16 816,45	245 940,55	-	393 308,96	13 004 238,19	-
106 062,29	3 594 159,93	-	15 409,48	225 456,13	-	272 691,90	6 251 835,07	43 615,30
-	58 700,00	-	-	-	-	-	740 300,00	-
33 502,08	312 440,95	13 163,66	8 648,86	37 486,73	448,08	143 710,77	728 626,98	79 810,50
4 425,37	5 481,26	-	451,59	1 948,97	-	8 513,85	12 160,84	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
20 268,76	189 026,77	7 964,02	5 232,56	22 679,47	271,09	86 945,01	440 819,32	48 285,35
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
658 062,44	**21 255 750,53**	**21 127,68**	**57 674,51**	**807 417,12**	**719,17**	**1 204 766,14**	**28 542 599,67**	**221 080,04**
187 951,33	**262 450,53**	**163 608,50**	**72 787,85**	**271 523,65**	**4 213,93**	**1 073 815,54**	**1 020 593,11**	**746 820,54**
614 010,36	**-**	**-**	**348 525,43**	**-**	**-**	**2 841 229,19**	**-**	**-**
962 535,79	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 841 229,19**	**-**	**-**

Note : frais de gestion ramené à 5,5 % à compter du 1er janvier 2009 au lieu de 6 %

En application du traité de réassurance, la répartition entre la cédante, le réassureur et le fonds de stabilité est :

Participation bénéficiaire	
si le compte est excédentaire	
et Fonds de stabilité au 31 décembre N-1	3 629 159,27
Plafond du fonds de stabilité (cf. cotis.+ var. PCNA)	10 701 052,22
Constitution maximale du Fds de stabilité	7 071 892,95
35 % pour la cédante	994 430,22
20 % pour le réassureur	568 245,84
45 % au fonds de stabilité	1 278 553,13
Total répartition sur l'excédent	2 841 229,19
soit un fonds de stabilité en réassurance de	
Fonds de stabilité au 1er janvier N	3 629 159,27
Produits financiers sur le fonds	-
Report des pertes de l'exercice N	-
Part des excédents exercice N	1 278 553,13
	4 907 712,40
	45,86 %

En application du traité de réassurance, l'excédent global se répartit en :

- 20 % pour le réassureur : 568 246 euros.
- 45 % en fonds de stabilité du rétrocessionnaire : 1 278 553 euros.
- 35 % pour les cédantes MUTLOG et MUTLOG Garanties de 994 430 euros dont 158 902 euros pour MUTLOG et 835 528 euros pour MUTLOG Garanties.

3°) Le compte du réassureur pour le traité en quote-part et en co-réassurance :

(cf. article 7 - alinéa C du traité de réassurance n° 09T000223)

EONIA = -0,10767% **90 % du T4M = 0,000 %** **(plancher à 0 %)**	**Compte de participation bénéficiaire**			
	Traité 09T000223			
	Décès	**AT**	**PEI**	**TOTAL**
Au crédit				
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession) & variation de PCNA*	5 993,17	5 267,05	524,96	11 785,19
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession) & variation de PCNA*	17 963,79	15 810,64	1 574,05	35 348,48
Cot acquises non émises réassurance au 31 décembre N-1	-2 780,75	-2 453,48	-239,00	-5 473,23
Cot acquises non émises réassurance au 31 décembre N	2 698,54	2 368,58	229,92	5 297,04
Provision Cot à annuler réassurance au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provision Cot à annuler réassurance au 31 décembre N	-	-	-	-
Provisions mathémathiques IT / PEI au 31 décembre N-1	-	8 470,61	-	8 470,61
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	2 384,99	-	2 384,99
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N-1	2 800,00	-	-	2 800,00
Produit des recours subrogatoires	-	-	-	-
Produits financiers = 90 % du T4M (sur variations PM vie + PSP & PM non vie)	-	-	-	-
Total crédit	**26 674,76**	**31 848,39**	**2 089,93**	**60 613,08**
Au débit				
Prestations de l'exercice CNP coréass.	-	56,70	-	56,70
Prestations de ll'exercice MUTRé coréeass.	-	170,03	-	170,03
Provisions mathématiques IT / PEI au 31 décembre N	-	5 292,10	-	5 292,10
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	-	1 490,85	-	1 490,85
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N	600,00	-	-	600,00
Indemnités de rétrocession de réassurance	544,83	478,82	47,72	1 071,38
Indemnités de rétrocession de réassurance	1 633,07	1 437,33	143,10	3 213,50
Indemnités complémentaires de gestion de réassurance	-	-	-	-
Frais / gestion & marge du réassureur = 5,5 % cotisations brutes de réassurance*	1 317,63	1 159,27	115,45	2 592,35
Produits financiers = 90 % du T4M (sur les PCNA)	-	-	-	-
Report de perte capitalisé	-	-	-	-
Total débit	**4 095,54**	**10 085,11**	**306,26**	**14 486,91**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**22 579,22**	**21 763,29**	**1 783,66**	**46 126,17**

Solde global du compte	**46 126,17**
Report déficitaire du compte	-
Solde global net du compte	**46 126,17**

En application du traité de réassurance, l'excédent se répartit de la manière suivante :

- 20 % pour le réassureur : 9 225 euros.
- en fonds de stabilité du rétrocessionnaire (sans plafonnement, les contrats de type PASS Foncier® de faisant pas l'objet de nouvelles souscriptions) : 20 757 euros.
- 35 % pour les cédantes MUTLOG et MUTLOG Garanties : 16 144 euros, dont 1 312 euros pour MUTLOG et 14 832 euros pour MUTLOG Garanties.

Le fonds de stabilité s'élève au 31 décembre 2015 à 82 945 euros.

6 - Evolution prévisible en N+1

Le Conseil d'administration du 17 décembre 2015 a eu à définir la politique des risques majeurs et stratégiques. Ainsi l'exercice 2016 optimisera encore davantage :

> La politique de souscription et le suivi des engagements : revue et suivi des lois d'entrée en prestations, lois de maintien, et analyse de leur robustesse.

> La politique des placements : revue et suivi des placements, pilotage dans le cadre de la préparation ORSA par le comité financier.

> La politique de la réassurance : analyse engagée sur les équilibres par traités et opportunité des évolutions éventuelles.

Les Conseils d'Administration ont relevé combien, dans un environnement où la faculté de délégation d'assurance (Loi Hamon) est ouverte pendant la première année de souscription, l'expression de la concurrence entre les contrats groupes (souscrits auprès des banques) et les contrats alternatifs individuels s'exacerbe. L'objectif d'une production 2016 à hauteur de 760 millions d'euros est donc, dans ce contexte, particulièrement ambitieux.
Pour contenir les effets de cette situation particulièrement fébrile, et conscients de la nécessité d'optimiser la réactivité des réponses aux demandes de souscriptions présentées par des apporteurs et simultanément de fidéliser les flux de partenariats, les Conseils d'Administration ont décidé du principe de développer le recours à la digitalisation via notamment l'externalisation de certains actes de gestion. Tout en préservant l'exercice du devoir d'information et de conseil, l'idée est que la délégation de taches concourt à une plus grande proximité avec les candidats à l'assurance, ce qui permet une amélioration du taux de transformation entre production et validation.

Simultanément, en termes de produits, les offres présentées en 2015 sont reconduites - sans changement de garanties ni de tarification - qu'il s'agisse d'Altus, Primus et Seniors.
De concert une vaste réflexion est ouverte visant à construire une nouvelle offre intégrant les 118 critères spécifiques préconisés par le CCSF et s'attachant à valoriser, concomitamment, notre appartenance mutualiste.
Il s'agît de demeurer l'alternative mutualiste dans le secteur concurrentiel en pratiquant une "assurance autrement" qui a le souci de toujours placer la protection de l'homme au cœur de ses préoccupations.
Les plus solidaires portent l'expression de cette singularisation, par la prise en compte des évolutions de la vie sociale, des pathologies, de la réglementation.
Au final l'approche mieux disante qui a toujours prévalu - généreux contenu des garanties présenté à un taux de cotisation raisonnable - demeure préservée.

Dans ce cadre évolutif, le Conseil d'Administration maintient les objectifs de développement des partenariats existants, comme d'activation de la recherche de nouveaux prospects : participation à des appels d'offres (dont réseau Action Logement), élargissement des contacts avec les collectivités locales comme avec les réseaux de courtage, établissement de relations avec de nouveaux acteurs (prêteurs en microcrédit, CCAS, monde mutualiste, institutions de prévoyance).

7 - Informations sur les comptes du GIE

Le GIE de moyens - GIE Groupe ACMIL - gère les moyens mis en commun pour ses membres - ACMIL - MUTLOG - MUTLOG Garanties - depuis le 1er janvier 1999, il est régi par son règlement intérieur.

Clé de répartition des frais communs du GIE

Les clés de répartition des frais communs du GIE approuvées par les conseils d'administration des membres au titre de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Critères 2015

Critères	Intitulé	ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties	TOTAL
N° 1	Répartition des effectifs	1,82 %	63,95 %	34,23 %	100 %
N° 2	Répartition des instances	46,88 %	26,00 %	27,12 %	100 %
N° 3	Répartition des frais de personnel	3,27 %	62,40 %	34,33 %	100 %
N° 4	Répartition Informatique	-	60,66 %	39,34 %	100 %
N° 5	Répartition Développement ent.	1,00 %	99,00 %	-	0,00 %
N° 6	Répartition Honoraires Médécin-Conseil	-	64,89 %	35,11 %	100 %
N° 9	Répartition action mutualiste	-	64,89 %	35,11 %	100 %
N° 22	Répartition des instances des mutuelles	-	48,95 %	51,05 %	100 %

Il en résulte des documents financiers qui sont annexés :

- bilan du GIE Groupe ACMIL
- compte de résultat du GIE Groupe ACMIL
- détail des comptes courants
- répartition des frais communs de fonctionnement

Bilan du GIE Groupe ACMIL

ACTIF en euros	MONTANT brut au 31/12/2015	Amortissements & Provisions	MONTANT net au 31/12/2015
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Logiciels	1 764 399,97	-1 420 398,46	344 001,51
Site Web	19 794,53	-19 794,53	-
	1 784 194,50	**-1 440 192,99**	**344 001,51**
Immobilisations corporelles			
Agencements & Aménagements	126 387,50	-81 305,96	45 081,54
Matériel de transport	27 220,00	-7 047,37	20 172,63
Matériel informatique	866 258,46	-546 773,69	319 484,77
Matériel de bureau	31 769,18	-24 485,66	7 283,52
Mobilier de bureau	266 250,73	-199 569,92	66 680,81
Autres matériels	7 176,40	-6 149,84	1 026,56
	1 325 062,27	**-865 332,44**	**459 729,83**
Sous-Total Immo. Incorp. + corporelles	**3 109 256,77**	**-2 305 525,43**	**803 731,34**
Avances/Immobilisations en cours	-	-	-
Immobilisations financières			
Autres prêts	196 297,46	-	196 297,46
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**3 305 554,23**	**-2 305 525,43**	**1 000 028,80**
ACTIF CIRCULANT			
Comptes courants des membres	775 734,66	-	775 734,66
Débiteurs divers	36 528,06	-	36 528,06
Valeurs mobilières placement	142 893,00	-	142 893,00
Disponibilités	10 550,97	-	10 550,97
Comptes de régularisation	112 810,96	-	112 810,96
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 078 517,65**	**-**	**1 078 517,65**
TOTAL ACTIF	**4 384 071,88**	**-2 305 525,43**	**2 078 546,45**

MONTANT net au 31/12/2014	PASSIF en euros	MONTANT net au 31/12/2015	MONTANT net au 31/12/2014
	FONDS PROPRES		
674 491,53	Report à nouveau	-949 108,03	-820 159,35
-	Résultat excédentaire	45 470,60	-128 948,68
674 491,53			
	Sous-Total	**-903 637,43**	**-949 108,03**
31 926,72			
26 977,63			
33 989,28	Comptes courants investissements	803 731,34	844 657,37
12 912,06			
63 618,95			
741,20	Comptes courants bloqués	137 204,13	137 204,133
170 165,84			
844 657,37			
-			
155 630,05			
1 000 287,42	**TOTAL FONDS PROPRES**	**37 298,04**	**32 753,47**
	PROVISIONS		
1 182 458,93	Provisions pour risques et charges	903 637,43	949 108,03
32 692,49			
8 002,88	**DETTES**		
25 517,50	Fournisseurs & comptes rattachés	234 741,89	334 567,322
89 793,48	Personnel : charges à payer	373 331,86	395 247,13
	Dettes fiscales & sociales	428 635,75	507 075,388
	Créditeurs divers	21 211,48	14 893,47
	Charges à payer	79 690,00	105 107,90
1 338 465,28	**TOTAL DETTES**	**2 041 248,41**	**2 305 999,23**
2 338 752,70	**TOTAL PASSIF**	**2 078 546,45**	**2 338 752,70**

Compte de résultat du GIE Groupe ACMIL

Rubriques	Montant exercice 31/12/2015	Budget exercice 2015	Montant exercice 2014
Produits d'exploitation			
Prestations aux membres	5 891 086,42	5 991 526,55	5 781 681,20
Transfert charges dot. amort/VNC	413 940,16	-	346 530,20
Sous-Total	***6 305 026,58***	***5 991 526,55***	***6 128 211,40***
Autres produits d'exploitation	1 000,00	-	1 000,28
Charges d'exploitation			
Achats	-98 777,51	-111 950,00	-72 774,90
Autres charges externes	-1 717 732,89	-2 038 100,00	-1 807 403,46
Impôts & taxes diverses	-565 699,49	-415 726,00	-492 106,98
Frais de personnel	-3 341 334,77	-2 964 000,00	-3 145 923,46
Sous-Total	***-5 723 544,66***	***-5 529 776,00***	***-5 518 208,80***
Résultat brut	**582 481,92**	**461 750,55**	**611 002,88**
Dot. amortiss. incorp-logiciel	-355 559,82	-391 500,00	-302 866,19
Dot. amortiss. corporels	-55 826,69	-49 250,55	-40 068,89
Dot. prov. eng. sociaux / risques	-	-25 000,00	-353 468,00
Reprise prov. eng. sociaux / risques	45 470,60	-	224 519,32
Sous-Total	***-365 915,91***	***-465 750,55***	***-471 883,76***
Résultat d'exploitation	**216 566,01**	**-4 000,00**	**139 119,12**
Produits financiers	155,23	4 000,00	1 649,26
Charges financières	-	-	-
Résultat financier	**155,23**	**4 000,00**	**1 649,26**
Résultat courant	**216 721,24**	**-**	**140 768,38**
Charges/produits exceptionnels			
Produit cessions éléments d'actif	7 280,00	-	3 220,00
Produit except./ op. gestion	1 253,71	-	1 050,24
Autres produits exercices antérieurs	-	-	4 121,58
Autres charges except./ op. gestion	-187,00	-	-21 634,09
Autres charges sur ex. antérieurs	-	-	-
Valeur comptable actifs cédés	-2 553,65	-	-3 595,12
Résultat exceptionnel	**5 793,06**	**-**	**-16 837,39**
Intéressement	-177 043,70	-	-252 879,67
Résultat net	**45 470,60**	**-**	**-128 948,68**

L'effectif moyen du GIE est de 35 salariés.

Il en résulte le détail des comptes courants et la répartition des frais communs de fonctionnement.

Détail des comptes courants

ANNEE 2015	TOTAL GIE	ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties
Répartition des frais de fonctionnement	**-5 891 086,42**	-176 668,24	-3 722 211,53	-1 992 206,65
Avances de trésorerie perçues	**5 528 000,00**	168 000,00	3 196 000,00	2 164 000,00
Financement des investissements de l'année	**-373 014,13**	-573,70	-227 307,46	-145 132,97
Créance du CICE refacturée aux membres	**-39 634,13**	-1 296,03	-24 731,69	-13 606,41
Avances perçues sur les frais de fonctionnement de l'année	**5 115 351,74**	166 130,27	2 943 960,85	2 005 260,62
• A l'Actif	**-775 734,66**	-10 537,97	-778 250,66	13 053,97
• Au Passif	**-**	-	-	-
Soldes des Comptes courants des membres	**-775 734,66**	**-10 537,97**	**-778 250,66**	**13 053,97**

Répartition des frais communs de fonctionnement

RUBRIQUES	TOTAL Frais communs	RÉPARTITION DES FRAIS COMMUNS		
		ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties
Autres Produits d'exploitation	**1 000,00**	800,00	80,00	120,00
Achats	**-98 777,51**	-798,32	-75 98,72	-22 880,47
Autres charges externes	**-1 717 732,89**	-43 822,13	-1 103 201,48	-570 709,28
Impôts & taxes	**-565 699,49**	-17 819,70	-353 721,33	-194 158,46
Frais de personnel	**-3 341 334,77**	-109 260,88	-2 084 992,11	-1 147 081,78
Intéressement des salariés	**-177 043,70**	-5 789,33	-110 475,27	-60 779,10
Charges/produits except.	**5 793,06**	4,44	3 522,10	2 266,52
Dotation amortissements	**-411 386,51**	-484,60	-250 23,15	-160 478,76
Reprise prov. risques et charges	**-**	-	-	-
Produits financiers	**155,23**	2,71	99,18	53,34
Total charges / produits	**-6 305 026,58**	**-177 167,81**	**-3 974 210,78**	**-2 153 647,99**
en %	*100,00 %*	*2,81 %*	*63,03 %*	*34,16 %*
Transfert charges dotation amort.	**411 386,51**	484,60	250 423,15	160 478,76
Transfert charges nettes VNC	**2 553,65**	14,97	1 576,10	962,58
Régularisation centimes	**-**	-	-	-
Prestations services	**-5 891 086,42**	**-176 668,24**	**-3 722 211,53**	**-1 992 206,65**
en %	*100,00 %*	*3,00 %*	*63,18 %*	*33,82 %*

8 - Informations sur les comptes de la SCI Quai de Seine

Le capital social de la SCI Quai de Seine qui s'élève à 2 977 605 euros est détenu par :

Répartition du capital social	
• ACMIL :	80 %
• MUTLOG :	8 %
• MUTLOG GARANTIES :	12 %

La SCI gère :

- le siège social situé 75 quai de la Seine d'une surface de 876,70 m²
- le local à usage d'archives et de salle de conférences d'une surface de 566,40 m²
- les parkings.

Il en résulte des documents financiers qui sont annexés, soit :

- bilan de la SCI Quai de Seine
- compte de résultat de la SCI Quai de Seine.

Bilan au 31 décembre 2015
de la SCI Quai de Seine

ACTIF	31/12/2015			31/12/2014	PASSIF	31/12/2015	31/12/2014
	Valeur brute	Amort.	Valeur nette	Valeur nette			
Terrain	162 358	-	162 358	162 358	Capital social	2 744 082	2 744 082
Constructions	1 386 240	536 788	846 453	874 436	Résultat	233 522	244 674
Aménagements	2 077 773	1 498 840	578 933	326 114			
Immobilisations en cours	72 798	-	72 798	7 200	-		
	3 699 169	**2 035 627**	**1 663 542**	**1 370 108**	**Capitaux propres**	**2 977 605**	**2 988 756**
VALEURS REALISABLES ET DISPONIBLES					**DETTES**		
Compte courant ACMIL	704 772	-	704 772	671 511	Fournisseurs	4 026	-
Compte courant MUTLOG	109 032	-	109 032	37 306	Charges à payer	20 000	15 500
Compte courant MUTLOG Garanties	187 645	-	187 645	37 306			
Copropriété - Fonds de roulement	2 935	-	2 935	2 935			
GIE gpe ACMIL - divers	10 941	-	10 941	-	GIE gpe ACMIL - divers	-	5 237
Produits à recevoir	6 320	-	6 320	6 336			
Charges constatées d'avance	-	-	-	-			
Valeurs mobilières de placement	302 711	228	302 483	882 140			
Banque	13 961	-	13 961	1 851			
	1 338 317	**228**	**1 338 089**	**1 639 385**		**24 026**	**20 737**
TOTAL ACTIF	**5 037 486**	**2 035 855**	**3 001 631**	**3 009 493**	**TOTAL PASSIF**	**3 001 631**	**3 009 493**

Compte de résultat au 31 décembre 2015
de la SCI Quai de Seine

	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUITS					
Loyers	255 200	262 985	310 881	316 457	316 841
Remboursements de charges	86 381	79 591	74 754	65 253	81 431
	341 581	**342 576**	**385 635**	**381 710**	**398 272**
CHARGES					
Charges diverses (services bancaires)	-	526	645	589	1 799
Charges locatives et de copropriété	47 775	38 981	41 545	32 024	46 305
Assurances	-	1 214	1 316	1 410	1 517
Honoraires	9 824	-	28	-	6 300
Entretien et réparations	1 837	39 416(1)	1 500	919	2 400
Taxe foncière	9 479	9 575	9 743	9 868	10 070
CFE	-	365	364	383	394
Taxe sur les bureaux	22 942	24 096	15 330	15 067	14 979
Contribution sur revenus locatifs (2,5 %)	6 237	6 574	7 772	7 911	9 683
Dotation aux amortissements	62 719	57 558	64 862	68 931	71 289
	160 813	**178 305**	**143 104**	**137 102**	**164 736**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**180 768**	**164 271**	**242 531**	**244 608**	**233 536**
Produits nets de cession de VMP	360	514	119	66	214
Dotation aux prov. pour dép° des VMP	-	-	-	-	228
RÉSULTAT NET	**181 128**	**164 785**	**242 650**	**244 674**	**233 522**

(1) travaux de ravalement

RÉPARTITION DU RÉSULTAT	COMPTABLE	FISCAL
ACMIL - 80 %	186 818	174 835
MUTLOG - 8 %	18 682	17 483
MUTLOG Garanties - 12 %	28 023	26 225
	233 522	**218 543**

9 - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de MUTLOG

Exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Mutuelle du Logement MUTLOG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la mutuelle à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre mutuelle détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers.

  Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement des expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier, ainsi que les modalités de valorisation et les dépréciations de certains instruments financiers et nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes de votre mutuelle, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous avons examiné les hypothèses retenues dans les modèles de calcul utilisés, au regard notamment de l'expérience de la mutuelle et de son environnement réglementaire et économique, ainsi que la cohérence d'ensemble de ces hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, incluant les informations prévues à l'article L. 114-17 du code de la mutualité et dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 30 mai 2016

Les commissaires aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT

MAZARS représenté par PASCAL PARANT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de MUTLOG Garanties

Exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes annuels de MUTLOG Garanties, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Mutuelle à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre mutuelle détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers.

  Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement des expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier, ainsi que les modalités de valorisation et les dépréciations de certains instruments financiers et nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes de votre mutuelle, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous avons examiné les hypothèses retenues dans les modèles de calcul utilisés, au regard notamment de l'expérience de la mutuelle et de son environnement réglementaire et économique, ainsi que la cohérence d'ensemble de ces hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration, incluant les informations prévues à l'article L. 114-17 du code de la mutualité et dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 30 mai 2016

Le commissaire aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT, associé

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes combinés du Groupe MUTLOG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes combinés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre groupe détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers.

  Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement des expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier, ainsi que les modalités de valorisation et les dépréciations de certains instruments financiers et nous nous sommes assurés du caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes de votre groupe, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous avons examiné les hypothèses retenues dans les modèles de calcul utilisés, au regard notamment de l'expérience du groupe et de son environnement réglementaire et économique, ainsi que la cohérence d'ensemble de ces hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi, des informations prévues à l'article L. 114-17 du code de la Mutualité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 30 mai 2016

Les commissaires aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT

MAZARS représenté par PASCAL PARANT

mutlog
l'homme au cœur du logement

MUTLOG • SIREN n° 325 942 969

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité

MUTUALITÉ FRANÇAISE

mutlog garanties
l'homme au cœur du logement

MUTLOG Garanties • SIREN n° 384 253 605

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité

75, quai de la Seine - 75940 PARIS CEDEX 19
Tél. : 01 44 89 80 90
de 9 h à 18 h du lundi au vendredi
www.mutlog.fr

2016 - Getty images - Imprimerie Edgar